

Des prix à double tranchant:

Leçons de la crise des prix alimentaires: dix actions que les pays en développement devraient mener

La forte hausse récente des prix alimentaires aurait dû profiter à des millions de personnes démunies qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture. Cependant, les politiques peu judicieuses mises en œuvre depuis des décennies par les gouvernements des pays en développement dans des domaines tels que l'agriculture, le commerce et les marchés intérieurs – souvent promues par les Institutions financières internationales et appuyées par les pays donateurs – ont empêché les agriculteurs et les travailleurs ruraux défavorisés de tirer profit de la hausse des prix des produits de base. En conséquence, la crise affecte tant les producteurs que les consommateurs peu fortunés, menaçant d'inverser dans de nombreux pays les progrès réalisés récemment dans l'éradication de la pauvreté. Pour aider les agriculteurs à sortir de la pauvreté tout en protégeant les consommateurs défavorisés, les gouvernements des pays en développement devraient, avec l'appui des donateurs, investir de nouveau dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale.

Résumé

Une grande partie du monde est actuellement concernée par la crise financière mondiale tout en étant également confrontée à la hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires et à une flambée tout aussi inquiétante du prix du pétrole. Les prix des aliments de base ont enregistré des hausses allant de trente à cent cinquante pour cent en 2007 et 2008. Ceci menace les progrès qui sont à accomplir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Au Cambodge, où la moitié de la population consomme du riz acheté, la consommation est en baisse, tandis qu'au Burkina Faso, de nombreuses familles sont en train de vendre les rares têtes de bétail qu'elles possèdent. Oxfam estime que 290 millions de personnes vivant dans des pays très vulnérables à la crise alimentaire courent le risque de sombrer dans la pauvreté.

Dans un contraste frappant avec la situation critique des agriculteurs et des communautés pauvres, de nombreux acteurs du secteur alimentaire, semblent tirer profit de cette crise. Charoen Pokphand Foods (Thaïlande), un acteur majeur en Asie, prévoit cette année une croissance de ses recettes de 237 pour cent;¹ les ventes mondiales de Nestlé ont enregistré une hausse de 8,9 pour cent au cours du premier semestre de 2008 ;² Monsanto, la plus grande société semencière du monde, a fait état d'une hausse de vingt-six pour cent de ses recettes entre mars et mai 2008.³ La chaîne de supermarchés Tesco a indiqué un bond record de dix pour cent de ses bénéfices par rapport à l'an passé.⁴

L'impact désastreux de cette crise aurait pu être évité. Dans les pays pauvres, des millions de familles sont tributaires de l'agriculture pour gagner leur vie. L'aide globale à l'agriculture est en baisse, passant de dix-huit pour cent d'aide publique au développement (APD) dans les années 80 à juste quatre pour cent aujourd'hui.⁵ Si, au cours des vingt dernières années, les pays riches, les donateurs et les gouvernements des pays en développement avaient investi dans l'agriculture à petite échelle, les pays et les communautés pauvres seraient bien moins vulnérables à présent. Les rares pays en développement qui ont investi dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale se sont avérés plus résistants à la crise que leurs pairs.

La réponse globale à la crise a également été peu satisfaisante et forme un contraste frappant avec la réponse à la crise financière actuelle, où des ressources financières considérables ont été mobilisées en l'espace de quelques jours par la communauté internationale. La Conférence de la FAO à Rome n'a promis que 12,3 milliards de dollars aux pays qui subissent la crise alimentaire, une somme bien inférieure aux vingt-cinq à quarante milliards de dollars que les Nations Unies⁶ estiment nécessaires, et cinq mois plus tard, à peine plus d'un milliard de dollars a été déboursé. La communauté internationale n'a pas été en mesure de s'organiser pour réagir de manière adéquate : les pays en développement sont bombardés d'initiatives diverses et il leur est demandé de proposer de nombreux plans pour divers donateurs. Une réponse internationale coordonnée doit être menée sous l'égide de l'ONU pour acheminer d'urgence les fonds vers ceux qui en ont besoin et jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des réformes à long terme.

Les pays pauvres qui ont renoncé à leurs systèmes agricoles et réduit leur production céréalière tout en devenant tributaires des importations de produits alimentaires sont extrêmement vulnérables aux fluctuations de prix de ces derniers. Ceci s'applique particulièrement aux pays qui ne disposent pas de liquidités pour payer leurs importations alimentaires. Les pays qui ne sont pas dotés de bons systèmes de protection sociale et de réserves alimentaires importantes pour faire face aux chocs des prix se trouvent encore plus exposés.

C'est malheureusement le cas de nombreux pays en développement, et ceci résulte essentiellement des décisions spécifiques prises par leurs gouvernements, souvent avec l'encouragement et l'appui des institutions internationales et des pays donateurs. Les politiques agricoles très protectrices qui sont appliquées depuis des décennies dans les pays riches et qui dénaturent les échanges commerciaux ont également leur part de responsabilité. Les pays riches, tout comme les donateurs et les pays pauvres, doivent changer de cap s'ils veulent atteindre les OMD.

Il est possible que cette leçon se perde dans la tourmente de la crise et que les gouvernements des pays en développement n'aient recours qu'à des solutions à court terme, tout particulièrement parce que la communauté internationale n'a pas réagi de manière adéquate jusqu'ici. Une nouvelle approche fait cruellement défaut, car la plupart des pays en développement sont susceptibles de devenir encore plus vulnérables aux chocs des prix en raison des changements climatiques liés à la hausse des températures, aux catastrophes naturelles et à une pluviométrie irrégulière.

Que peut-on faire ? Même avant l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires, plus de 850 millions de personnes à travers le monde souffraient de la faim. Pour alléger l'impact de la crise actuelle, il y a lieu de prendre en compte les vulnérabilités chroniques qui sont à la racine du problème. Ceci nécessite des changements structurels dans la manière dont les gouvernements, les institutions internationales et les donateurs se préoccupent de la pauvreté et du développement, mais également du rôle crucial que jouent les petits exploitants dans la réduction de la pauvreté et du rôle clé qu'ont les femmes dans l'agriculture.

Bien qu'ils puissent chuter au cours des mois à venir, les prix des produits alimentaires resteront bien au-dessus des niveaux de la décennie antérieure. Les pays en développement doivent accroître la production alimentaire en mettant en place un ensemble de politiques agricoles et commerciales qui stimulent la productivité des petits exploitants mal équipés. Au Mexique, le programme PROCAMPO verse aux agriculteurs 950 pesos (environ 95 dollars) par hectare pour des cultures telles que le maïs et les haricots. Ce programme profite à 2,5 millions d'agriculteurs, ce qui représente 28 pour cent du budget agricole mexicain.⁷ Au Brésil, le programme PRONAF procure aux petits exploitants des prêts, des services techniques et des programmes d'assistance rurale. Il propose également une assurance contre les pertes de récoltes, des prix garantis et un système d'achat direct auprès des petits agriculteurs qui est lié à des programmes de sécurité alimentaire.⁸ Cette politique a permis d'effectuer des dépenses plus importantes dans le domaine agricole, ce qui laisse le Brésil mieux préparé pour faire face à la crise actuelle.

Les dépenses publiques en matière de protection sociale, notamment les programmes de création d'emplois et d'assurance sociale, peuvent être extrêmement efficaces pour renforcer la résistance des populations pauvres aux chocs des prix. Les pays ayant de meilleurs programmes de protection sociale se sont mieux comportés au cours de la crise actuelle.

Qu'ils soient en hausse ou en baisse, les prix des produits alimentaires semblent être une arme à double tranchant : ils lèsent soit les consommateurs, soit les producteurs. Savoir quel groupe appuyer est un faux dilemme qui conduit souvent les gouvernements à un parti-pris. Ce dilemme peut se résoudre en mettant en œuvre des politiques et des interventions de marché qui permettront aux producteurs tout comme aux consommateurs défavorisés de faire face aux fluctuations des prix. La pauvreté augmentera dans de nombreux pays en développement si les gouvernements ne se décident pas à utiliser la crise de manière proactive pour transformer radicalement leurs politiques agricoles et commerciales ainsi que leurs méthodes de protection sociale. La communauté internationale doit appuyer et non bloquer de telles réformes. Pour renforcer la résistance aux chocs futurs, il faut avant tout investir dans l'agriculture à petite échelle.

Oxfam ne pense pas qu'il existe de solution unique. Toutefois, les dix mesures suivantes, adaptées au contexte local, pourraient faire une énorme différence pour les millions de pauvres affectés par la crise actuelle, et elles pourraient renforcer la résistance aux chocs futurs.

Les gouvernements des pays pauvres, avec l'appui des donateurs, devraient :

- Accroître les dépenses publiques agricoles afin de générer tout d'abord des récoltes et de soutenir ensuite, à long terme, les petits exploitants;
- Organiser convenablement les dépenses du secteur agricole afin d'offrir les services publics nécessaires et d'atteindre les petits producteurs;
- Investir dans des programmes de protection sociale pour permettre aux citoyens de faire face à leurs besoins de base et de protéger leurs moyens d'existence contre des menaces potentielles;
- Envisager de participer à des réserves alimentaires nationales ou régionales importantes pour contrecarrer les pénuries alimentaires et la volatilité des marchés. Les programmes d'assistance devraient encourager les communautés locales à concevoir des réserves alimentaires sur une base communautaire;
- Adopter des mesures commerciales qui protègent les petits producteurs, les secteurs agricoles importants et les compagnies naissantes;
- Éviter de recourir à des mesures commerciales (telles que les interdictions d'exportation) qui pourraient exacerber la crise ou saper les perspectives de développement à long terme ;
- Appuyer la création et le renforcement des syndicats, des organisations de producteurs et tout particulièrement des associations féminines afin

qu'ils soient en mesure de prendre part à la conception, à la mise en œuvre et à la surveillance des politiques agricoles, et qu'ils puissent négocier collectivement dans le but de faire baisser les prix des intrants, d'obtenir de meilleures rémunérations ainsi que de meilleurs prix pour leurs produits;

- Promouvoir l'accès aux biens et aux services, en particulier pour les agricultrices. L'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux engrais, à la technologie, aux crédits, aux infrastructures et à l'énergie est souvent insuffisant, dangereux ou trop onéreux;
- Prendre en compte les problèmes des travailleurs agricoles salariés en développant et en mettant en application une législation du travail pour les travailleurs ruraux et en mettant en œuvre des programmes d'emploi garanti à l'intention des personnes qui restent au chômage hors saison;
- Renforcer, au niveau communautaire, la résistance aux changements climatiques afin que les producteurs pauvres puissent bénéficier de la hausse des prix alimentaires tout en s'adaptant aux impacts de ces changements.

De plus, les pays riches, la Banque mondiale et les autres donateurs devraient :

- Coordonner leurs actions et leurs financements au moyen d'un mécanisme placé sous l'égide des Nations Unies en s'appuyant sur le travail effectué sur les prix des produits alimentaires par le *Groupe spécial de haut niveau*;
- Accroître l'investissement dans l'aide agricole dans les pays en développement, en particulier pour les petits exploitants ;
- Cesser d'aspirer à une libéralisation rapide et ne plus s'opposer aux garanties que les pays en développement sont en droit d'attendre dans les négociations et les accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux;
- Réformer leurs politiques agricoles et commerciales qui permettent le dumping, restreignent la marge de manœuvre et freinent la croissance des pays en développement, afin que ces derniers soient en mesure d'assurer leur propre développement agricole et leur sécurité alimentaire.

1 Introduction

'Il n'y a rien dans la marmite. Nous n'avons pas d'aliments pour un repas. Il nous arrive souvent de poser une marmite sur le feu pour faire croire aux enfants que nous sommes en train de préparer un repas. Cela leur donne de l'espoir. Si nous leur disions qu'il n'y a pas de nourriture, ils commenceraient à pleurer et nous ne pourrions rien y faire. De cette façon, ils s'endorment paisiblement' – Aliou, une mère dans un village rural de Mauritanie

Alors que l'attention globale portée à la crise alimentaire semble s'affaiblir, des millions de personnes, aujourd'hui, à travers le monde, n'ont toujours pas les moyens d'acheter suffisamment pour se nourrir. En Indonésie, en mai 2008, les prix de l'huile de palme avaient doublé par rapport aux prix de l'année précédente. Au Liban, le coût des produits alimentaires importés a plus que doublé,⁹ et au Sénégal, le prix du blé a presque doublé. Les personnes les plus pauvres passent devant les étals de marché sans s'arrêter, en s'efforçant de tenir le coup jusqu'à la prochaine récolte.

Au Cambodge, où la moitié de la population a besoin d'acheter le riz, la consommation a baissé ; de nombreuses familles du Burkina Faso sont en train de vendre les rares têtes de bétail qu'elles possèdent. Loin de mettre à profit l'opportunité que la hausse des prix devrait offrir pour stimuler la production agricole, tous les pays en développement ont ressenti l'impact de la hausse du coût des produits alimentaires, avec les coûts du transport et d'intrants agricoles tels que les engrais et les pesticides.

Figure 1 : Hausses des prix de denrées alimentaires de base pertinentes, janvier 2007- avril 2008

Pays	Produit de base	Hausse de prix	Pays	Produit de base	Hausse de prix
Bangladesh	Riz	66%	Mexique	<i>Tortilla</i>	66%**
Burk. Faso	Riz	30%	Nigeria	Sorgho, mil	100%
Burundi	Huile palme	95%	TPO*	Farine blé	57-90%
Cambodge	Riz	100%	Pakistan	Farine blé	100%
Côte d'Ivoire	Rice	> 100%	Philippines	Riz	50%
Egypte	Maïs, riz	>70%	Sénégal	Blé	100%
Éthiopie	Maïs	100%	Somalie	Blé	300%
Guatemala	Maïs (jaune)	34%	Soudan	Blé	90%
Haiti	Alimts de base	50-100%	Sri Lanka	Riz	100%
Indonesie	Huile palme	100%	Tajikistan	Pain	100%
Liban	Alimts importés	145%	Tanzanie	Maïs	54%
Mozambique	Maïs	43%	Ouganda	Maïs	65%

* TPO: Territoires palestiniens occupés

** Hausse entre novembre et décembre 2007

Sources: Recherche d'Oxfam sur le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cambodge, le Guatemala, l'Indonésie, le Liban, le Mexique, les Territoires palestiniens occupés, le Pakistan et la Tanzanie ; la FAO (avril 2008) pour les autres pays.

La crise est en train d'infliger de grandes souffrances au monde en développement. Selon la Banque mondiale, le nombre de personnes souffrant de malnutrition à travers le monde a enregistré une hausse de 44 millions en 2008, ce qui fait une hausse totale de 119 millions de personnes en 2007 et 2008, et un nombre total de personnes de près d'un milliard (967 millions) de personnes souffrant de malnutrition.¹⁰ Selon les estimations d'Oxfam, 290 millions de personnes vivant dans les pays les plus vulnérables à la crise alimentaire courent de risque de sombrer dans la pauvreté.¹¹ Ces chiffres vont presque certainement se révéler beaucoup plus élevés qu'initialement prévu, car la crise s'est aggravée début 2008. La Banque asiatique de développement a récemment publié un rapport sur la crise, en mettant en garde les pays d'Asie contre une inversion possible des progrès réalisés au cours des dernières décennies.¹²

Alors que les pays riches sont en train de tourner leur attention vers les deux autres crises mondiales pressantes – la hausse des coûts du pétrole et la tourmente dans le secteur financier – la crise des prix des produits alimentaires attire beaucoup moins d'attention. Près de 12,3 milliards de dollars ont été promis lors de la Conférence de la FAO, à Rome, en juin 2008, en plus d'une promesse antérieure de 6

milliards de dollars, un chiffre dangereusement inférieur aux 25 à 40 milliards nécessaires, selon les estimations de l'ONU, pour accroître la production agricole et assurer la protection sociale.¹³ Ceci contraste fortement avec la réponse à la crise financière actuelle, qui a vu, en l'espace de quelques jours, la mobilisation de ressources financières considérables par la communauté internationale.

La communauté internationale ne s'est pas organisée pour répondre de manière adéquate au problème des prix des produits alimentaires. Les pays en développement sont actuellement bombardés d'initiatives diverses et il leur est demandé de produire des plans multiples pour différents donateurs. En dépit de la création d'un Groupe spécial de haut niveau sur les prix des produits alimentaires, les pays riches et les institutions internationales n'ont pas encore été en mesure d'apporter une réponse internationale coordonnée à la crise.

Les prix des produits alimentaires se sont quelque peu stabilisés récemment, mais sont bloqués à des niveaux bien supérieurs à leurs niveaux antérieurs et on s'attend à ce qu'ils restent élevés.¹⁴ Cette crise n'est pas passagère. Encore pire, elle aurait pu être empêchée, ou du moins atténuée.

Des millions de familles dans les pays pauvres sont tributaires de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. Si, au cours des deux dernières décennies, tous les gouvernements des pays en développement avaient investi dans l'agriculture à petite échelle, de nombreux pays auraient été bien moins vulnérables, aujourd'hui, aux chocs des prix. Les rares pays en développement qui ont suivi une voie différente pour s'investir dans l'agriculture à petite échelle et la protection sociale se sont avérés plus résistants à la crise que les autres pays en développement.

Le chapitre 2 de ce rapport montre que la plupart des personnes pauvres dans les pays en développement sont perdants en raison de la hausse actuelle des prix des produits alimentaires. Le chapitre 3 évalue les principales réponses à la crise alimentaire adoptées par les pays en développement. Le chapitre 4 décrit les politiques qui déterminent la vulnérabilité d'un pays, notamment les politiques sur l'agriculture, le commerce et les marchés intérieurs, et la protection sociale ; le chapitre 5 présente les conclusions et les recommandations pour les moyens d'aller de l'avant afin d'améliorer les impacts de la crise des prix des produits alimentaires sur les personnes pauvres à travers le monde.

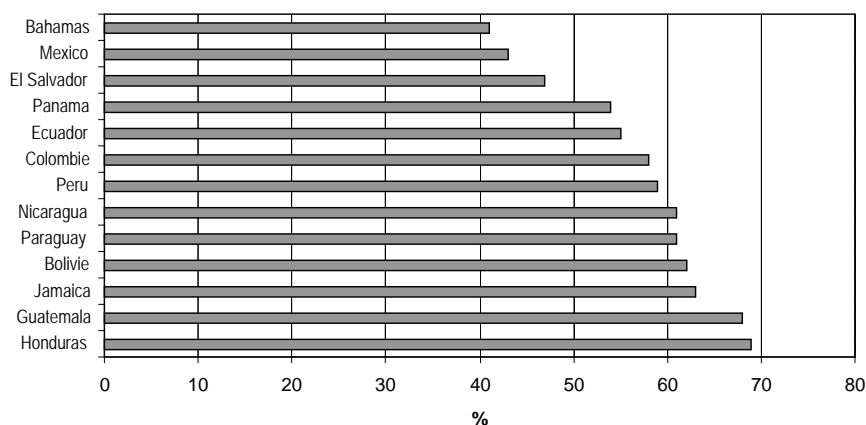
2 Peu de gagnants et de nombreux perdants

« Nous mettons de côté du maïs pour manger et préparer des tortillas, mais en fait c'est tout ce qui nous reste. » – Des femmes de la communauté de Conrado, au Guatemala (avril 2008)

La récente envolée des prix des denrées alimentaires n'affecte pas tous les pays et tout le monde de la même façon. Ceux qui sont les plus touchés par la crise alimentaire, ce sont les plus pauvres d'entre les pauvres, ceux qui consacrent la plus grande partie de leurs revenus à l'achat de nourriture et qui sont le moins à même d'en acheter à des prix plus élevés. Dans ces familles extrêmement pauvres, ce sont les femmes qui sont les plus touchées: elles mangent en dernier, et moins. Plutôt que d'acheter de la nourriture, elles sont obligées de préparer des repas ayant peu de valeur nutritive; elles font la queue pour acheter des denrées bon marché alors que ce sont elles qui produisent le plus dans les fermes. Seuls quelques pays en développement ont un secteur agricole qui tire avantage de l'augmentation des prix; ceux qui en tirent les profits les plus substantiels sont d'abord les riches pays exportateurs et les grosses sociétés évoluant dans l'agroalimentaire.

Au Honduras et au Guatemala, par exemple, où les ménages pauvres consacrent près de 70 pour cent de leurs dépenses à la nourriture (voir graphique 2), même une infime hausse des prix met à rude épreuve les finances du ménage et entraîne une diminution des dépenses dans l'éducation et la santé. Au Cambodge également, les plus pauvres – ils forment 40 pour cent de la population – consacrent 70 pour cent de leurs dépenses à la nourriture. Au Bangladesh, l'augmentation des prix du riz – la denrée alimentaire de base – signifie qu'aujourd'hui, un cinquième de la population ne mange plus que du riz et rien d'autre. Dans beaucoup de pays, la hausse des prix oblige les familles à se procurer des aliments meilleur marché, et dans certains cas ceux-ci ont une valeur nutritive plus faible.

Figure 2: Dépense moyenne en nourriture dans les ménages pauvres, en pourcentage des dépenses totales

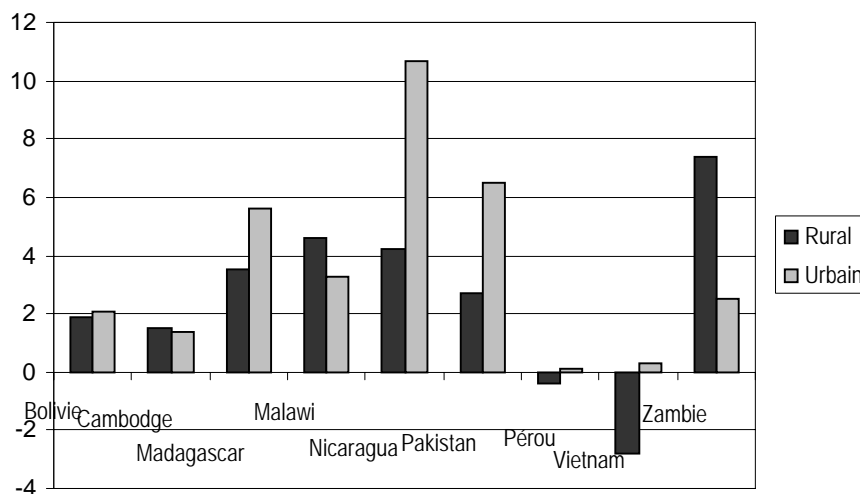


Source: Fidel Jaramillo, Inter-American Development Bank (2008)

En général, l'impact des hausses soudaines des prix alimentaires a entraîné une augmentation de la pauvreté aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. La Banque Mondiale estime que la crise des prix alimentaires a poussé au moins 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté – ce qui équivaut à une perte de sept ans dans la lutte contre celle-ci.¹⁵

Cependant, certains bénéficient quand même de l'augmentation des prix. Comme le montre le graphique 3, dans certains pays comme le Pérou et le Vietnam, une réduction de la pauvreté a été observée, ce qui démontre que l'augmentation des prix peut présenter certains avantages dans les pays pauvres.

Graphique 3: Simulation d'un accroissement moyen des taux de pauvreté dû à la hausse des prix en 2005-07 dans les zones rurales et urbaines de pays sélectionnés (en %)¹⁶



Source: Ivanic et Martin (2008)

Contrairement aux hypothèses de départ selon lesquelles les pauvres des zones rurales tiraient profit de l'augmentation des prix tandis que ceux des zones urbaines en souffraient, l'étude d'Oxfam révèle que ce n'est que dans quelques pays que les petits producteurs bénéficient réellement de cette augmentation. En 2008, au Cambodge, les producteurs de riz ont obtenu un bénéfice net qui était de 30 à 40 pour cent supérieur à celui de 2007, tandis que les producteurs de maïs et de manioc ont obtenu des bénéfices substantiels. En Ouganda, les prix alimentaires élevés du Kenya voisin ont entraîné des exportations massives de cultures vivrières. En Indonésie, la hausse des prix a offert une énorme opportunité pour les exportations d'huile de palme: celles-ci ont augmenté de 55 pour cent en 2007. L'huile de palme devenait ainsi le produit générant le plus de revenus à l'exportation, dépassant même le cuivre, le charbon, le pétrole et le gaz.

Encadré 1 – L'industrie agroalimentaire tire le gros lot

Tous les grands négociants en grains font des profits record. Bunge, un important négociant en produits alimentaires dont le siège est situé aux Etats-Unis, a vu ses bénéfices augmenter de 583 millions de dollars au cours du second trimestre de l'exercice 2008 – une augmentation de 400 % par rapport à la même période de l'année précédente. Charoen Pokphand Foods (Thaïlande), un acteur majeur en Asie, prévoit une augmentation de revenus de 237 pour cent cette année. Les plus grands

transformateurs de produits alimentaires au monde, dont certains sont eux-mêmes des négociants en denrées de base, profitent de la situation: les ventes mondiales de Nestlé ont augmenté de 8,9 pour cent au cours du premier semestre 2008.

Les sociétés alimentaires ne semblent pas faire ces bénéfices au détriment des détaillants. Tesco, une chaîne de supermarchés au Royaume Uni, a annoncé des profits en hausse de 10 pour cent par rapport à l'année dernière. D'autres détaillants de poids, comme Carrefour en France et Wal-mart aux Etats-Unis, déclarent que les ventes de produits alimentaires sont le principal facteur d'augmentation de leurs profits.

Les compagnies de vente de semences et les sociétés agrochimiques ont également le vent en poupe. Monsanto, la plus grosse société de vente de semences au monde, a annoncé une augmentation de 26 pour cent de ses revenus, atteignant ainsi la somme record de 3,6 milliards de dollars au cours du trimestre fiscal qui s'est achevé le 31 mai 2008. Syngenta, le plus gros fabricant de pesticides et la troisième société de ventes de semences au monde, a enregistré une augmentation de ses bénéfices de 25 pour cent le premier semestre 2008.

Source: GRAIN (2008), *Making a killing from hunger*, Reuters¹⁷ et The Jakarta Post¹⁸.

Pourquoi les petits exploitants agricoles sont-ils perdants?

Dans un monde parfait, l'augmentation des prix des denrées de base entraînerait logiquement une augmentation des revenus des producteurs agricoles et des fermiers. Cependant, les producteurs des pays en développement vivent tout le contraire.

Vendeurs ou acheteurs nets de produits alimentaires?

Les modèles de production et de consommation sont prépondérants si l'on veut évaluer la gravité des impacts de la crise des prix alimentaires sur les populations rurales. Si les ménages ruraux sont des vendeurs nets de produits alimentaires, ou si l'augmentation de leurs revenus est supérieure à celle de leurs dépenses, ils seront moins affectés par l'augmentation des prix alimentaires. Cependant, pour la plupart des ménages ruraux, c'est tout à fait le contraire. Une récente étude de la FAO a révélé que la plupart des ménages ruraux du Bangladesh, du Pakistan, du Vietnam et du Malawi sont des consommateurs nets.¹⁹ Dans la plupart des pays Africains qui ont fait l'objet d'une étude, seuls 25 à 30 pour cent des producteurs sont des vendeurs nets,²⁰ et au Vietnam ainsi qu'au Cambodge, la proportion augmente mais n'atteint que 40 pour cent. Pour la plupart des pays d'Amérique Latine, les chiffres sont même inférieurs.

Prix des intrants

Les ménages ruraux et les producteurs agricoles sont non seulement confrontés à la hausse des prix des denrées alimentaires mais également à celle des intrants. Suite à l'augmentation des prix de l'énergie, les prix des intrants agricoles essentiels ont suivi le même tracé: c'est le cas pour les insecticides, les pesticides et les engrais à base de nitrogène. Au Cambodge, le prix des engrais a augmenté de près de 150 pour cent, ce qui empêche les agriculteurs d'augmenter leur production. A Oaxaca, au Mexique, un cultivateur traditionnel de maïs qui n'utilise pas de machine aura vu une augmentation des coûts de 54 pour cent au cours des deux dernières années, en raison de la hausse du prix de l'urée-engrais.²¹ De même, au Guatemala, les prix au producteur n'ont pas suffisamment augmenté pour compenser l'augmentation des coûts de production.

Les petits exploitants agricoles font face à de nombreuses contraintes

Même sans tenir compte de l'escalade des prix, les défis auxquels les petits exploitants agricoles doivent faire face sont immenses. Ils luttent pour accroître leurs revenus et leur productivité afin d'atténuer les risques inhérents à l'agriculture. Dans les pays riches, il est facile d'obtenir des aides pour faire face à ces défis, mais dans les pays en développement, les mécanismes d'assistance sont souvent mal implantés. Les obstacles à la réussite sont nombreux: l'accès limité aux produits et services financiers, la pluviométrie irrégulière et de plus en plus faible dans beaucoup de zones qui manquent aussi de systèmes d'irrigation, l'insuffisance des infrastructures rurales, l'accès aux terres souvent dangereux, mais aussi les carences physiques et les déficits sociaux qui découlent de systèmes éducatifs et sanitaires sous-développés.

Les agricultrices doivent faire face à d'immenses défis

Dans les pays en développement, et tout particulièrement en Afrique, la plupart des petits agriculteurs sont des femmes. Celles-ci sont des actrices de tout premier plan dans la production et l'approvisionnement alimentaires: elles cultivent, transforment, vendent et achètent la nourriture et en font profiter leur famille. Cependant, bien que la responsabilité de la sécurité alimentaire du ménage repose sur les femmes, ces dernières ne bénéficient pas elles-mêmes de cette sécurité: l'impossibilité d'accéder aux mêmes biens, services et revenus que les hommes est souvent insurmontable. Il en résulte que les femmes et les jeunes filles pauvres sont beaucoup plus vulnérables aux conséquences négatives de l'augmentation des prix alimentaires.

L'accès à la terre est un problème qui vise tout particulièrement les femmes agriculteurs. En Afrique subsaharienne, les femmes ne possèdent qu'un pour cent du total des terres disponibles.²² Au Brésil, la proportion est de 11 pour cent et au Pérou elle est de 13 pour cent. Il est difficile d'obtenir des statistiques complètes pour l'Asie du Sud, mais une étude a conclu que « *l'Asie du Sud tombe dans la catégorie des systèmes agricoles à dominante mâle et fait partie de la région où règne un patriarcat classique caractérisé par des formes extrêmes de discrimination de genre. Ceci inclut le droit à la propriété terrienne* ». ²³

Lorsque les femmes possèdent vraiment des terres, ce sont généralement des propriétés plus petites que celles de leurs homologues mâles (de 20 à 35 pour cent d'une exploitation masculine moyenne).²⁴ Ces terres que possèdent les femmes sont souvent d'une importance secondaire et d'une faible productivité. Dans certains cas, au Ghana par exemple, les lopins de terre sont cultivés par les hommes pendant un certain nombre d'années avant d'être attribués aux femmes, ce qui fait qu'ils sont moins fertiles.²⁵

Les femmes font également l'objet d'une discrimination par rapport aux crédits, aux outils, à la formation et à divers services agricoles. Par exemple, en Afrique, seuls sept pour cent des services d'extension et dix pour cent du crédit mis à la disposition des petits exploitants agricoles vont aux femmes.²⁶ Lorsque celles-ci obtiennent du crédit, le montant moyen de ce dernier ne représente que 42 pour cent de ce que reçoivent les agriculteurs de sexe masculin, et souvent on leur demande une garantie beaucoup plus élevée – garantie dont le plus souvent elles ne disposent pas.

Lorsque les femmes sont engagées pour des récoltes commerciales, elles le font souvent en qualité de salariées (moins bien payées que les hommes) ou comme agricultrices familiales non rémunérées. Elles ont alors peu de contrôle sur les biens, les services, les prises de décision ou les salaires. En Asie du Sud, la majorité des travailleuses qui vivent dans les campagnes sont engagées dans l'agriculture comme *contributrices familiales* non rémunérées. Cette catégorie représente de 50 à 75 pour cent des travailleuses rurales de la région.²⁷

Encadré 2 – Les femmes du Burkina Faso, de Tanzanie et du Malawi luttent pour s'en sortir

Fanta Lingani, une femme burkinabè de 50 ans, s'occupe à Ouagadougou d'une famille qui compte vingt-cinq membres. Elle gagne moins de 10 dollars par mois comme femme de ménage, mais elle doit aussi nourrir sa famille. Pour tirer le maximum de ses maigres revenus, elle a arrêté d'utiliser des légumes et des arachides pour assaisonner la nourriture et les a remplacé par des feuilles de baobab mélangées à de la potasse, une pâte que l'on obtient en faisant bouillir de l'eau jusqu'à ce qu'elle

s'évapore. La nourriture étant comptée, Fanta partage le dernier bol avec neuf personnes, mange deux cuillerées et laisse le reste à ses cinq petits-enfants en bas âge.

A Manchali, un village de Tanzanie, les femmes souffrent beaucoup de l'augmentation des prix alimentaires car ce sont elles qui ont la responsabilité de trouver de la nourriture ou de l'argent. Puisqu'elles n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture, elles doivent chercher des sources de revenus alternatives, souvent de petites activités comme rassembler du bois, filtrer du sel ou fabriquer des pots. Ces activités consomment une bonne partie de leur temps et par conséquent, elles ne peuvent pas s'occuper comme il faut de leurs enfants. L'impact de la malnutrition a augmenté au cours des derniers mois en raison de la charge de travail des mères. Les ménages modifient leurs habitudes alimentaires et réduisent le nombre de repas qu'ils prennent chaque jour. Ils se rationnent, se procurent de la nourriture qui pousse à l'état sauvage et cherchent un travail salarié.

Dans une tentative désespérée de protéger leurs enfants de la faim autant que possible, les femmes pauvres des zones rurales du Malawi ont eu recours à la cuisson des *kalongonda* – des haricots sauvages – pour leur unique repas quotidien. Ces haricots sont mortels s'ils ne sont pas préparés correctement. Pour les manger sans danger, il faut les cuire toute la journée, ce qui nécessite de changer l'eau au moins sept fois et d'utiliser le peu d'eau et de bois de chauffage qui sont disponibles. De plus, les femmes doivent conserver soigneusement les *kalongonda* pour éviter que les enfants n'essayent de les manger avant qu'ils ne soient prêts, ce qui limite leurs activités et leur productivité.

Sources: le Washington Post²⁸ pour le Burkina et une étude d'Oxfam pour la Tanzanie et le Malawi.

L'insécurité des travailleurs agricoles salariés

Environ 40 pour cent de la main d'œuvre agricole est composée de travailleurs salariés, et ce nombre est en hausse constante. Le peu d'intérêt porté à ce secteur affecte aussi les travailleurs agricoles salariés, qui font partie des catégories les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans beaucoup de pays, plus de 60 pour cent des travailleurs agricoles salariés vivent dans la pauvreté.²⁹ En général, ceux-ci ne trouvent de l'emploi que pour une moitié de l'année et n'ont pas assez de revenus pour faire front entre les saisons. L'organisation du travail n'est pas bien planifiée dans les zones rurales et les syndicats ont des difficultés pour rencontrer les travailleurs agricoles en raison de la nature saisonnière et migratoire de leur travail.³⁰

3 Réactions à l'augmentation des prix alimentaires: sommes-nous sur la bonne voie?

A ce jour, certaines réactions des pays en développement face à la crise des denrées alimentaires ont suscité bien plus de controverses que de solutions. Les interdictions d'exportations de riz ont soulevé des débats passionnés, masquant le fait que de nombreux acteurs se sont peu investis.

Réactions des pays en développement: des résultats inégaux...

Pratiquement tous les pays en développement sont intervenus sur les marchés ou ont pris des mesures commerciales pour atténuer la crise alimentaire. Les impacts de ces mesures sont inégaux, parce que certains n'ont pas réussi à traiter le mal à la racine.

... des mesures controversées...

Interdictions d'exportation: à ce jour, l'intervention la plus controversée demeure l'embargo sur les exportations de riz dans les pays asiatiques. L'Inde a agit en premier, en octobre 2007, en fixant pour le riz un prix interne peu élevé afin de résister à l'inflation. Cependant, en février 2008, il devint impossible de contenir les prix et le gouvernement indien imposa une interdiction des exportations de riz non-basmati, ce qui créa la panique et une cascade d'interdictions supplémentaires à travers toute la région et même au-delà. L'Argentine, le Pakistan, la Tanzanie, l'Égypte et le Vietnam suivirent avec différentes restrictions à l'exportation. Ces mesures ont eu peu d'effets sur l'inflation intérieure et elles ont contribué à tarir les approvisionnements sur les marchés mondiaux, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter encore davantage les prix au niveau international.

Contrôle forcé des marchés: au Bangladesh, le gouvernement a pris une mesure dans le cadre de l'état d'urgence décrété le 11 Janvier 2007 en donnant aux forces armées (et en particulier au *Bataillon d'action rapide*) la mission de patrouiller sur les marchés et d'intervenir pour prévenir les fraudes des commerçants. Ceci a entraîné encore plus d'insécurité et une véritable paralysie dans la chaîne d'approvisionnement, réduisant encore davantage la disponibilité des vivres.

Réduction ou élimination des tarifs douaniers à l'importation: la plupart des pays en développement ont réduit ou même éliminé leurs tarifs douaniers relatifs aux importations de céréales afin de réduire les frais d'importation des produits alimentaires. Cette mesure n'a pas été critiquée par les pays riches mais a plutôt été accueillie avec satisfaction dans l'espoir que ces tarifs inférieurs soient maintenus en permanence. De faibles droits douaniers maintenus en permanence constitueraient une grave menace pour les industries naissantes et les secteurs agricoles essentiels si les prix devaient revenir à leurs niveaux précédents car ils susciteraient des importations et déstabiliseraient les secteurs agricoles – précisément les types de facteurs qui ont contribué à la gravité de la hausse actuelle des prix.

Subventions alimentaires: avant l'éclatement de la crise actuelle, l'Égypte avait mis en place un système de subvention pour le pain d'un coût de 2,74 milliards de dollars par an environ. En réponse à la crise, le gouvernement a augmenté les dépenses de ce programme qui bénéficie maintenant de 6 milliards de dollars pour élargir la gamme de produits qu'il couvre et inclure le riz, le sucre, l'huile et le thé.³¹ Pour la première fois depuis 1988, l'Égypte a également étendu son système de carte de rationnement à 17 millions de personnes supplémentaires et a doublé la quantité de riz que les détenteurs de cartes pouvaient recevoir. Sur une population totale de 75 millions, 55 millions de personnes détiennent maintenant des cartes de rationnement alimentaire.³² Il est cependant peu probable qu'un tel niveau de dépenses publiques puisse être maintenu.

Contrôle des prix alimentaires: depuis août 2007, le gouvernement libanais a maintenu le prix moyen d'un sac de pain *pitta* en subventionnant 13 000 tonnes de blé importé par mois. Le blé est distribué aux transformateurs, qui ensuite fournissent de la farine aux boulangeries à un prix fixé d'avance. Cette pratique crée une perte pour les agriculteurs pauvres, puisqu'ils ne peuvent pas vendre leur blé aux prix du marché.

Réduction des taxes sur les denrées de base: les gouvernements d'Indonésie, du Cameroun et du Maroc ont tenté de réduire les prix des denrées de base pour les pauvres en réduisant les taxes alimentaires. Pour être efficace, cette mesure ne doit cibler que les denrées de base et doit aussi prendre en compte la possibilité d'un impact négatif sur les recettes fiscales.

... et quelques dispositions positives

A l'opposé des mesures mentionnées ci-dessus, des réactions plus encourageantes sont également apparues dans certains pays. Ces mesures visent à soutenir la production agricole et à promouvoir la sécurité alimentaire en ciblant les petits exploitants et en accentuant

le rôle des programmes de protection sociale. De cette manière, ces petits cultivateurs seront moins exposés aux risques et pourront plus facilement se protéger contre des aléas tels que la perte de revenus.

Augmentations des dépenses agricoles nationales: au Bangladesh, les dépenses agricoles ont connu une augmentation de quatre pour cent dans le budget national 2008-2009 par rapport à l'année précédente, et le gouvernement a rétabli les subsides liés à la production agricole qu'il avait éliminés par le passé.

Utilisation des réserves stratégiques de céréales pour réduire les prix: le gouvernement cambodgien a dépensé 10 millions de dollars pour augmenter les réserves de riz de l'état. De cette manière, la vente de riz subventionné a pu s'effectuer via Green Trade – une société détenue par l'état – et les prix locaux n'ont pas augmenté. Le Mexique, en réponse aux demandes de la campagne nationale *Sin Maíz No Hay País*, a annoncé en mai 2008 la création d'une réserve stratégique de grains pour garantir un accès à la nourriture aux familles les plus vulnérables.

Mesures multiples: au Brésil, le gouvernement favorise l'augmentation de la production alimentaire en améliorant les crédits à l'agriculture et en réduisant les taxes sur certains produits alimentaires. Il a également l'intention de réduire les taxes sur le carburant, de créer des réserves alimentaires publiques, de modifier les prix plancher payés aux producteurs et de renforcer les couvertures d'assurance dans le secteur agricole, avec une attention particulière pour les petits exploitants.

Distribution de nourriture: le gouvernement du Bangladesh a mis en place un certain nombre de programmes ayant trait à la distribution publique de nourriture afin d'en garantir l'accès aux couches les plus vulnérables de la population. Le gouvernement a distribué près de 1 500 tonnes de nourriture en 2007 – principalement du riz – et plus de 1 300 tonnes à la mi-2008.

Augmentations de salaire: le gouvernement cambodgien a augmenté les salaires des fonctionnaires de vingt pour cent pour tenter de contrer en partie la perte de pouvoir d'achat causée par l'augmentation des prix alimentaires. Les travailleurs du textile et les enseignants ont reçu des augmentations de salaires inférieures, respectivement de six et de dix pour cent.

Création d'emplois: le Bangladesh a accru ses investissements dans le programme destiné à proposer cent jours de travail aux travailleurs agricoles entre les périodes de récoltes. Quelques deux millions de personnes pourraient bénéficier de cette initiative dans le nord du pays qui est sujet à la famine de façon chronique. Le Mexique a

augmenté de 120 pesos (12 dollars) supplémentaires par personne le volet nourriture de son programme *Oportunidades* (voir encadré 7)³³

Néanmoins, face à la crise, ces mesures positives immédiates doivent être complétées par des réponses à moyen et long terme. Sans la mise en place de programmes de protection sociale et sans un investissement conséquent dans la production agricole, ces pays ne pourront pas résister aux chocs futurs. Les gouvernements nationaux et donateurs, ainsi que les autres bienfaiteurs, doivent maintenant rassembler leurs efforts pour réduire la vulnérabilité aux chocs qui résulte des mauvaises politiques commerciales et agricoles et des erreurs de développement.

Les réactions mondiales: tout à fait inadéquates

Les pays riches ont passé trop de temps à critiquer les ripostes des pays en développement au lieu de trouver des solutions constructives. La Conférence de la FAO tenue à Rome en juin 2008 a abouti à des promesses de plus de 12 milliards de dollars de la part des donateurs, mais cinq mois plus tard, à peine plus d'1 milliard de dollars a été déboursé.³⁴ Ces interventions des pays riches sont totalement inadéquates, étant donné l'ampleur de la crise. Oxfam se réjouit de certaines mesures politiques à court terme prises par des pays en développement, mais les pays pauvres et les pays riches doivent agir de concert et à long terme pour s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents qui sont à l'origine de la flambée des prix alimentaires – prix qui sont maintenant hors de portée des pauvres.

En avril 2008, les agences des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods ont participé à un Groupe de travail de haut niveau (GTHN) sur les prix alimentaires créé par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon. En juillet 2008, le GTHN a produit un Cadre d'action complet (CAC) qui propose d'importantes orientations pour s'attaquer à la crise alimentaire actuelle. Le CAC expose une série d'actions qui visent à satisfaire les besoins immédiats des populations vulnérables et à édifier une résistance à plus long terme, sans oublier la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Cependant, jusqu'ici, le GTHN n'a pas réussi à garantir le financement et la mise en œuvre concertée des actions recommandées. Les pays en développement sont submergés d'initiatives différentes et on leur demande de produire une multitude de plans pour différents donateurs. Ceci contraste avec les récents engagements qu'ont pris ces derniers dans le Programme d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide au développement et qui prévoyaient une aide plus efficace, alignée sur les procédures nationales.

Plusieurs gouvernements européens ont lancé un appel pour un Partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture. Il permettrait une intervention unifiée et coordonnée, dirigée par les Nations Unies. Celles-ci achemineraient les fonds d'urgence vers ceux qui en auraient besoin, mèneraient la refonte des politiques alimentaires et agricoles et implémenteraient les réformes à plus long terme. Des mécanismes de coordination sont également nécessaires au niveau national, et la société civile ainsi que les organisations paysannes doivent y être associées en tant que partenaires clés pour assurer le développement d'interventions appropriées.

4 Les politiques qui affectent la vulnérabilité

« La flambée des prix alimentaires et leur impact soulèvent de graves questions sur le bien-fondé du modèle de développement actuel suivi dans la plupart des PMA et signifie qu'il faut changer la stratégie de développement » – Rapport 2008 de l'ONUDI sur les PMA

Aucun pays n'est à l'abri de la crise, pas même les économies émergentes ou les pays riches. Mais tous les pays ne sont pas affectés de la même façon: certains sont très vulnérables et ne peuvent pas faire face à la crise, tandis que d'autres sont plus résistants aux chocs des prix alimentaires. À l'évidence, le développement économique offre de nombreuses alternatives, mais les politiques gouvernementale – en particulier celles qui ont trait à l'investissement agricole, au commerce, au développement des marchés intérieurs et à la protection sociale – ont également une incidence sur la vulnérabilité dont on fait l'expérience dans différentes régions et communautés, dans différents pays et selon les sources de revenus.

Les pays qui ont investi dans de petites exploitations agricoles et dans les politiques de protection sociale ont montré une plus grande résistance face à la crise. À l'opposé, les pays qui ont trop largement ou trop rapidement ouvert leurs marchés aux importations de produits alimentaires et qui n'ont pas réussi à investir massivement dans leurs secteurs agricoles ont moins bien résisté.

Les subventions d'intrants au Malawi, les programmes d'investissement rural au Brésil et le comité de commercialisation para-étatique en Indonésie sont des exemples de politiques de protection agricole et sociale conçues au niveau de l'état qui ont amorti la gravité de la crise alimentaire dans ces pays. Dans ce chapitre, nous examinons les politiques gouvernementales qui ont sapé la capacité à résister et à intervenir efficacement face à la crise, mais également celles qui ont permis à certains pays de la surmonter.

Encadré 3 – La crise de la *tortilla* mexicaine – signes avant-coureurs d'une crise mondiale

Le 30 janvier 2007, 62 jours seulement après sa prise de fonction, le gouvernement mexicain dirigé par Felipe Calderón vit défiler sur la principale place publique de Mexico, le Zócalo, des dizaines de milliers de personnes qui exigeaient des changements radicaux dans les politiques agricoles et alimentaires. Les femmes au foyer, les organisations paysannes, les syndicats, et les partis politiques de gauche ont appelé le gouvernement à agir rapidement.

Le motif des protestations était la hausse du prix de la *tortilla* (pain à base de maïs), qui était passé de 0,60 à 1 dollar par kilo en seulement deux mois dans le District Fédéral et jusqu'à 1,50 dollar dans le reste du pays. Cette augmentation a surtout touché les personnes les plus pauvres: la *tortilla* représente environ 60 pour cent de leur apport quotidien en calories. 1 kg de *tortilla* au prix d'1 dollar représente 20 pour cent du revenu minimum quotidien.

Auparavant, le gouvernement avait conclu un accord avec les grandes sociétés productrices pour que les prix ne dépassent pas 0,85 dollar par kg, mais cette démarche n'eut aucun effet. Ni d'ailleurs la stratégie de multiplier par deux les importations de maïs sans droits de douane en provenance des Etats-Unis en atteignant ainsi près de 450 000 tonnes. En février 2007, le prix de la *tortilla* avait chuté de seulement 1,4 pour cent, et à partir de la mi-mai, dans de nombreux états, les prix variaient entre 1 et 1,10 dollar par kilo. L'aliment de base des mexicains n'était plus à la portée des populations pauvres.

Les autorités ont mis en cause la production de biocarburants et la spéculation des producteurs de *tortilla* pour expliquer l'inflation des prix. Mais personne ne s'est demandé pourquoi le Mexique – le premier pays à avoir cultivé le maïs – en était arrivé à dépendre si fortement des importations de ce dernier.

Dans les années 1980, le Mexique chancelait sous l'effet d'une dette extérieure massive. En 1988, les paiements d'intérêts représentaient 57 pour cent des dépenses fédérales et, suivant les recommandations de la Banque Mondiale et du FMI, le pays s'est mis à réduire les dépenses publiques et à démanteler un système par lequel l'Etat subventionnait les intrants agricoles, octroyait des prêts, offrait une assistance technique, régula les importations, fixait des prix garantis aux producteurs et subventionnait le prix de la *tortilla*.

Les comités de commercialisation de l'Etat et la *Société Nationale pour la subsistance des peuples* (CONASUPO), un organe qui conservait 15 à 20 pour cent de la production pour la distribuer dans les zones éloignées, furent également dissous. Une poignée de firmes agroalimentaires et de sociétés intermédiaires s'accaparèrent le marché. Actuellement, les sociétés Cargill, Maseca, ADM, Minsa, Arancia Corn Products et Agroinsa contrôlent à elles seules 70 pour cent des importations et exportations de maïs au Mexique.

La signature de l'*Accord nord-américain de libre-échange* (ALENA) en 1994 fut un coup de plus porté à l'agriculture locale. Dans le cadre de cet accord, le Mexique acceptait de libéraliser le secteur du maïs. Le marché fut inondé de maïs américain subventionné et le prix du maïs au Mexique chuta de plus de 70 pour cent en termes réels, ce qui obligea des milliers de cultivateurs à arrêter leur production et provoqua une réduction générale de la production. Après plus de 4 000 ans, le Mexique devenait un importateur net de maïs.

Sources: Hugo García Rañó et Alder Keleman (2007)

Politiques Agricoles

L'importance de l'investissement dans l'agriculture

Pendant des décennies, la plupart des pays en développement – tout comme la Banque Mondiale, le Fonds monétaire International et les pays donateurs – n'ont pas investi suffisamment dans le secteur agricole. L'aide mondiale à l'agriculture a décliné de 18 pour cent d'aide publique au développement (APD) dans les années 1980 à seulement 4 pour cent d'aide d'aujourd'hui³⁵. De même, les investissements agricoles effectués par les gouvernements nationaux ont décliné rapidement. Investir dans la productivité agricole au moyen de subventions soigneusement orientées est préférable à une augmentation budgétaire allouée à l'agriculture en général.

Dans les années 1980 et 1990, les institutions financières internationales (IFI) et les pays donateurs ont adopté pour le développement économique un modèle axé sur le marché. Le principe de base de ce modèle présumait que le développement et la réduction de la pauvreté pouvaient s'effectuer sans s'appuyer sur l'agriculture, en dépit du fait qu'aucun pays développé n'avait atteint une telle croissance sans une révolution agricole. Selon ce modèle – souvent une condition préalable pour l'assistance des pays donateurs – la majorité des pays en développement ignoraient la valeur des petits producteurs et de l'agriculture en général dans leurs stratégies de croissance et de développement économique. La croissance générée par l'agriculture a des effets positifs immédiats sur les revenus et l'ordinaire des petits producteurs, un impact sur les prix alimentaires et des effets multiplicateurs sur d'autres secteurs de l'économie³⁶. Par exemple, la croissance de l'Inde au cours du dernier trimestre de 2005 dépassait 9 pour cent (rapport publié en mars 2006). Une grande part de cette croissance est attribuée aux petits exploitants agricoles, en particulier grâce à la valeur ajoutée que représente la transformation.³⁷

Les récentes dépenses publiques effectuées dans l'agriculture par les pays en développement sont assez révélatrices de cette tendance (voir figure 4). En Chine, en Inde et au Brésil, trois économies émergentes, l'investissement dans l'agriculture est particulièrement élevé par rapport à d'autres pays pauvres où le secteur agricole tient une plus grande place dans le PIB. Cependant, chacun de ces pays a suivi une voie différente. La Chine a réduit son investissement agricole très graduellement, mais le secteur absorbait encore plus de 8 pour cent des dépenses publiques totales en 2004 (296 dollars par agriculteur). En Inde, les investissements ont beaucoup baissé dans les années 1990, mais ils se maintiennent au-dessus de 5 pour cent (159 dollars par agriculteur). Le Brésil, au contraire, a accru ses dépenses depuis

les années 1990, atteignant 4,25 pour cent de ses dépenses totales en 2004 (3 449 dollars par agriculteur)

Le Mexique a suivi une voie plutôt irrégulière, réduisant fortement ses dépenses chaque année, jusqu'en 2004 où les investissements furent augmentés pour atteindre 3,8 pour cent, bien que ce pays soit encore à la traîne des économies émergentes. L'Argentine a réduit son investissement de plus de 80 pour cent au cours des deux dernières décennies, et les dépenses atteignent à peine 1 pour cent aujourd'hui.

Par contre, ce modèle axé sur le marché tenant de moins en moins ses promesses, certains pays ont commencé à réinvestir dans l'agriculture. Le Mali, l'Ouganda, le Paraguay et le Burkina Faso ont récemment augmenté leurs investissements dans l'agriculture pour atteindre plus de 10 pour cent des dépenses du budget national.

Figure 4: Dépenses agricoles par cultivateur dans les pays en développement (2004, en dollars US par agriculteur)

>1 000	500–1 000	200–500	100–200	<100
Brésil	République Dominicaine	Honduras	Guatemala	Ghana
Tunisie	Argentine	Thaïlande	Mauritanie	Indonésie
Mexique	Equateur	Venezuela	Bolivie	Kenya
Costa Rica	Egypte	Chine	Inde	Ouganda
Chili	Maroc	Nigeria	Colombie	Zambie
Uruguay	Paraguay	Sri Lanka	Burkina Faso	Sierra Leone
		Côte d'Ivoire	Cameroun	Népal
		Philippines	Salvador	Mozambique
			Mali	Ethiopie
			Sénégal	Bangladesh
			Bénin	Malawi
				Niger
				République Centrafricaine
				Rwanda

Source: étude d'Oxfam (les données émanent de la CNUCED, de l'ECLAC, de la BM et de la FAO)

Les programmes d'investissements agricoles se présentent sous différentes formes. Le Mexique, par exemple, a mis en oeuvre un programme de subvention directe aux agriculteurs, le PROCAMPO, en leur offrant 950 pesos (environ 95 dollars) par hectare pour des cultures telles que le maïs et les haricots. Ce système aide 2,5 millions d'agriculteurs et compte pour 28 pour cent dans le budget agricole du

Mexique. Le programme PROCAMPO a sans doute permis à la production de maïs de ne pas disparaître au Mexique et même d'augmenter légèrement, bien que ce pays soit maintenant un importateur net. Sans ce programme, les importations massives de maïs américain auraient généré une crise encore bien plus grave dans le monde rural.

Le Brésil a mis en oeuvre un modèle différent en finançant directement les petits exploitants agricoles ou les exploitations familiales. Le programme de base, PRONAF, a été créé en 1995 dans le but d'octroyer des prêts aux petits producteurs. Il s'est ensuite développé pour inclure des services techniques et des programmes de soutien au monde rural, des assurances contre les pertes agricoles, des prix garantis et un système d'achat direct auprès des petits exploitants afin de soutenir les programmes de sécurité alimentaire. Cette politique a conduit à une croissance significative des investissements agricoles et permet au Brésil de mieux faire face à la crise alimentaire actuelle (voir annexe 1 pour des informations plus complètes sur les autres programmes du secteur agricole au Mexique et au Brésil).

En 2005, le Malawi avait connu sa plus mauvaise récolte depuis dix ans. De mauvaises conditions climatiques, une réduction des programmes de soutien à la production agricole et, en 2002, une mauvaise gestion de la réserve nationale de semences en étaient la cause. Le gouvernement a réagi avec un programme national de subvention aux petits exploitants agricoles afin qu'ils puissent accéder aux semences améliorées et aux engrais. Au cours des deux dernières saisons, les petits exploitants du Malawi ont vu leurs récoltes augmenter de 50 pour cent par rapport à la moyenne des quatre dernières années. Depuis 2005, les investissements en faveur des petits exploitants agricoles montrent que le Malawi a quitté son statut d'importateur net pour devenir un exportateur net: en 2007, il pouvait exporter 300 000 tonnes de maïs vers le Zimbabwe.

Le retrait de l'état

Après des décennies d'intervention de l'état dans la régulation des marchés et la fourniture de services au monde rural, beaucoup de pays ont interrompu leurs subventions pour favoriser le libre marché, dans l'espoir que le secteur privé interviendrait pour combler les vides laissés par l'état. Malheureusement, dans trop de cas, l'effet escompté ne s'est pas produit et les populations sont devenues vulnérables à la volatilité du marché.

Encadré 4 – BULOG: une partie essentielle du système agricole indonésien

Au cours des années 1970 et 1980, l'Indonésie avait décidé d'accroître sa production agricole et visait à devenir autosuffisante en riz – un objectif atteint en 1984. La production de riz augmenta d'environ 150 pour cent entre 1968 et 1989 et passa de moins de 12 millions à plus de 29 millions de tonnes.³⁸ Dans les années 1980, les récoltes moyennes de riz passèrent de 2,8 à 4,2 tonnes par hectare.³⁹ La politique qui consistait à combiner des mesures de protection et de régulation du marché du riz fut un élément clé de la réussite de l'Indonésie, comme le furent la recherche de variétés de riz à haut rendement ainsi que leur distribution, mais également la fourniture d'intrants agricoles (semences et engrais) et l'investissement en infrastructures et irrigation rurales. BULOG, une agence parastatale responsable de la commercialisation et de la distribution de la production de riz depuis 1967, fut l'un des acteurs principaux de cette réussite.

BULOG utilisait des planchers de prix pour soutenir les producteurs et des plafonds de prix pour soutenir les consommateurs. A travers un vaste réseau de bureaux et d'entrepôts, BULOG achetait directement aux agriculteurs, stockait, vendait et distribuait suivant les besoins internes et les disponibilités du marché. L'organisme parastatal était de ce fait capable d'assurer la provision continue du riz à des prix abordables pour les consommateurs dans toute l'Indonésie.

Toutefois, après de nombreuses années, le pays fut encouragé à réduire l'intervention de l'état dans la production agricole comme sur les marchés et à s'ouvrir aux importations alimentaires en réduisant les droits de douane à l'importation. Suivant ce conseil, l'Indonésie libéralisa le commerce alimentaire en 1998, réduisit le mandat de BULOG pour mener elle-même ses opérations sur le riz et supprima les subventions en engrais ainsi que les restrictions commerciales. Cette politique aboutit à des coûts de production plus élevés pour les producteurs locaux et à des revenus plus faibles du fait de la concurrence des importations à bas prix⁴⁰. Les conditions de vie se détériorèrent encore avec la crise financière asiatique de 1997-1998. En conséquence, en 1998, l'Indonésie devint le plus grand importateur de riz dans le monde et pour la première fois, un bénéficiaire de l'aide alimentaire internationale.

La politique de libéralisation fut fortement combattue par les agriculteurs, pour qui l'abondance des importations de riz était imputable aux prix peu élevés, particulièrement durant les récoltes. En 2002, le gouvernement décida de revenir sur sa politique en réduisant les importations de riz et en encourageant la production nationale grâce à des tarifs douaniers plus élevés. S'opposant aux recommandations des institutions internationales, l'Indonésie imposa un embargo sur les importations de riz, et en 2004, connu sa première année d'autosuffisance en riz depuis 20 ans. Avec une production de plus de 54 millions de tonnes,⁴¹ l'Indonésie put même exporter et, début 2005, utiliser la nourriture engrangée par BULOG pour apporter une aide alimentaire aux victimes du tsunami de l'Océan indien. Au cours de ces deux dernières années, cette quasi-autonomie alimentaire a fortement protégé le pays alors que les prix sur les marchés mondiaux ont grimpé en flèche.

Source: étude Oxfam

Alors que leurs gouvernements diminuaient leurs investissements dans l'agriculture, de nombreux pays ont également initié un processus de démantèlement des institutions du secteur public. Au Guatemala par exemple, de la fin des années 1980 à la fin des années 1990, le nombre de fonctionnaires dans le secteur agricole est passé de plus de 20 000 à environ 700, ce qui représente une perte de plus de 95 pour cent du personnel gouvernemental. Des organes gouvernementaux comme l'Institut national de commercialisation agricole (en charge de la commercialisation et de la garantie des prix), la Direction générale des services agricoles (le fournisseur principal de l'assistance technique), la Direction générale de l'agriculture et la Banque de développement furent tous démantelés. Le dernier organisme survivant, l'Institut des sciences et de la technologie, a été sévèrement affaibli.

Au Mozambique, un pays où 80 pour cent de la population vit de l'agriculture⁴², le gouvernement ne dispose que de 450 agents de développement. En clair, un agent de développement pour 30 000 personnes, ce qui est largement insuffisant pour subvenir aux besoins de la population rurale. Un faible secteur public qui manque de ressources humaines est incapable de suivre les quelques investissements qui ont été programmés. Cette situation génère encore plus de pression pour réduire les budgets et crée un cercle vicieux.

Des productions stagnantes

Des budgets en chute libre et des décisions politiques hasardeuses expliquent en partie pourquoi entre 1990 et 2006, de nombreux pays dont le Guatemala, le Sénégal et Haïti étaient incapables d'accroître leur productivité ou leurs revenus. Par contre, des pays comme le Bangladesh et le Brésil ont amélioré leur production de maïs et de riz. Les pays ayant de hauts niveaux de développement ont vu leur rendement s'approcher de celui des pays riches. Le Brésil a pratiquement doublé sa production dans les deux cultures, bien qu'elle ait démarré à un niveau inférieur à celui que connut le Guatemala en 1990. Ceci ne représente pas nécessairement un impact positif sur les petits exploitants, mais démontre que les politiques agricoles peuvent augmenter la résistance aux chocs des prix.

Néanmoins, l'amélioration de la production cache des divergences majeures entre les petits et grands producteurs. Les instruments dont les agriculteurs ont besoin pour investir et améliorer leur productivité – comme l'accès au crédit, aux intrants, à l'information et aux infrastructures – ne sont la plupart du temps accordés qu'aux

producteurs plus importants et plus fortunés qui ont souvent une influence politique. Entre 1990 et 2005 par exemple, les récoltes de maïs des petits exploitants agricoles du Mexique ont augmenté de 2,2 pour cent chaque année, réalisant une croissance totale de 38 pour cent. Durant la même période, les grands producteurs obtenaient des hausses de 2,9 pour cent par an et une augmentation globale de 53%.

Politiques commerciales

Les politiques commerciales sont essentielles pour promouvoir le développement, se préserver des chocs externes et assurer la sécurité alimentaire. Le système commercial mondial devrait mettre en place des règles qui offriraient aux pays en développement des occasions de tirer profit du commerce agricole tout en leur permettant de protéger leurs populations, si vulnérables.

L'échec des règles commerciales mondiales

Dans la pratique, cependant, les règles commerciales mondiales n'ont pas réussi à permettre à la majorité des pays en développement de renforcer leurs secteurs agricoles ou de les transformer en moteurs de développement qui pourraient réduire la vulnérabilité de leurs populations les plus pauvres. Au contraire, les accords commerciaux ont permis aux pays riches confinés dans leur libéralisme de déverser des denrées alimentaires fortement subventionnées sur les marchés des pays en développement, sans mécanisme de sauvegarde adéquat pour défendre les secteurs vulnérables. Ces accords ont également empêché les produits pour lesquels les pays pauvres sont davantage compétitifs d'accéder aux marchés agricoles des pays riches. Dans ces conditions, plus le processus de libéralisation est rapide et plus il s'étend, plus les effets sont dévastateurs pour les pays pauvres.

Cette situation est encore plus évidente dans les accords de libre échange bilatéraux et régionaux (ALE) négociés entre pays développés et pays en développement. Par exemple, l'entrée en vigueur en 2006 de l'*Accord de Libre Echange Amérique Centrale - République Dominicaine (ALEAC-RD)* a imposé à cinq pays en développement (le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et la République Dominicaine) une libéralisation dramatique avec les Etats-Unis, leur premier partenaire commercial. Les exportations agricoles américaines vers ces pays où l'agriculture compte pour au moins un quart du PIB et un tiers des emplois ont atteint des niveaux record cette année-là pour s'élever à 19 pour cent de plus par rapport à 2005. Au même moment, tous ces pays ont connu une diminution de croissance générale dans leurs secteurs agricoles. Au Guatemala, les importations de blé, de riz, et de maïs jaune américains ont augmenté ces dernières années, et

actuellement, toutes les céréales de base dépendent plus ou moins du marché américain.⁴³ Seuls 2 pour cent du blé consommé au Guatemala sont maintenant produits localement et la production de riz a baissé de manière dramatique.

Libéralisation commerciale unilatérale

Dans certains cas, la libéralisation commerciale entreprise de façon unilatérale a eu des effets négatifs aussi bien sur les agriculteurs que sur les pauvres en général. Par exemple, à une époque où les prix étaient peu élevés, beaucoup de pays pauvres vivant sous un régime de libéralisation forcée – comme le Honduras et Haïti – ont commencé à importer de grandes quantités de céréales et de produits de base. Vers la fin des années 1990, pour nourrir sa population après le passage dévastateur de l'ouragan Mitch, le Honduras réduisit ses droits d'importation sur le riz. Les prix bord champ connurent alors une chute vertigineuse et restèrent longtemps au plus bas, provoquant l'effondrement du secteur du riz et entraînant de graves conséquences sociales pour de nombreux agriculteurs qui virent leurs revenus diminuer de manière dramatique ou qui perdirent leur emploi.

La production de riz au Honduras a diminué de 86 pour cent au cours de la présente décennie et le montant de devises étrangères dépensées dans les importations de riz a augmenté 20 fois, tandis que le prix au consommateur a subi une hausse de 140 pour cent en termes nominaux. Le faible prix des denrées de base qui prévalait à ce moment au niveau international n'eut pas pour effet de réduire la production de céréales dans les pays riches en raison de systèmes d'appui locaux profondément ancrés. En fait, les Etats-Unis atteignirent des niveaux de production de riz record au moment même où les prix sur les marchés mondiaux étaient au plus bas.⁴⁴

Dépendance aux importations

Les pays en développement, qui n'ont pas accès aux mêmes subventions que les pays riches mais dont les marchés sont de plus en plus intégrés à l'économie mondiale, sont de plus en plus touchés par l'instabilité des prix à l'échelle internationale. Les règles commerciales en vigueur n'ont pas été d'un grand secours, et dans certains cas, elles ont encore accru la vulnérabilité de ces pays. Des années de dumping et de libéralisation accélérée des pays riches ainsi que l'embargo dont sont frappées certaines exportations parmi les plus compétitives des pays pauvres ont créé un cercle vicieux dans lequel les capacités de production et la sécurité alimentaire ayant sensiblement diminué, on assiste à une hausse des importations et à une dépendance envers celles-ci.

En période de hausse des prix, de nombreux pays en développement sont encore plus dépendants des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires. La FAO estime qu'en 2007-2008, dans les pays pauvres importateurs de produits alimentaires, le coût des importations a augmenté de 56 pour cent par rapport à l'année précédente (qui, elle-même, avait enregistré une hausse de 36 pour cent).⁴⁵ Et lorsque les réserves de devises sont rares, la facture des importations peut créer de réelles difficultés. C'est une préoccupation majeure, étant donné que les réserves officielles s'épuisent rapidement dans nombre de pays en développement.⁴⁶

La nécessité de réformes commerciales

La réforme des règles commerciales multilatérales demeure à la fois une promesse non tenue et une nécessité urgente. Comme vient de le déclarer la FAO, avec la perspective de marchés alimentaires plus resserrés, « une question légitime qu'on peut se poser, c'est de savoir si les règles agricoles de l'OMC, conçues pour une ère de produits alimentaires bon marché, sont adaptées au problème de la flambée des prix alimentaires ou si une réforme fondamentale des règles qui régissent le commerce agricole mondial est nécessaire ».⁴⁷ Pourtant, au lieu de s'acheminer vers cette réforme, les pays riches poussent de plus en plus les pays en développement à accélérer encore la libéralisation à travers des ALE régionales et bilatérales qui incluent des clauses encore plus nombreuses que celles présentées lors des négociations de l'OMC.⁴⁸

Politiques de marché intérieur

« Les obstacles qui empêchent l'accès aux marchés ne sont pas principalement d'ordre politique... le problème majeur semble être les marchés sous-développés » - Organisations paysannes au Malawi, Southern Cross, et étude conduite par Kadale Consultants et financée par Oxfam GB (2008).

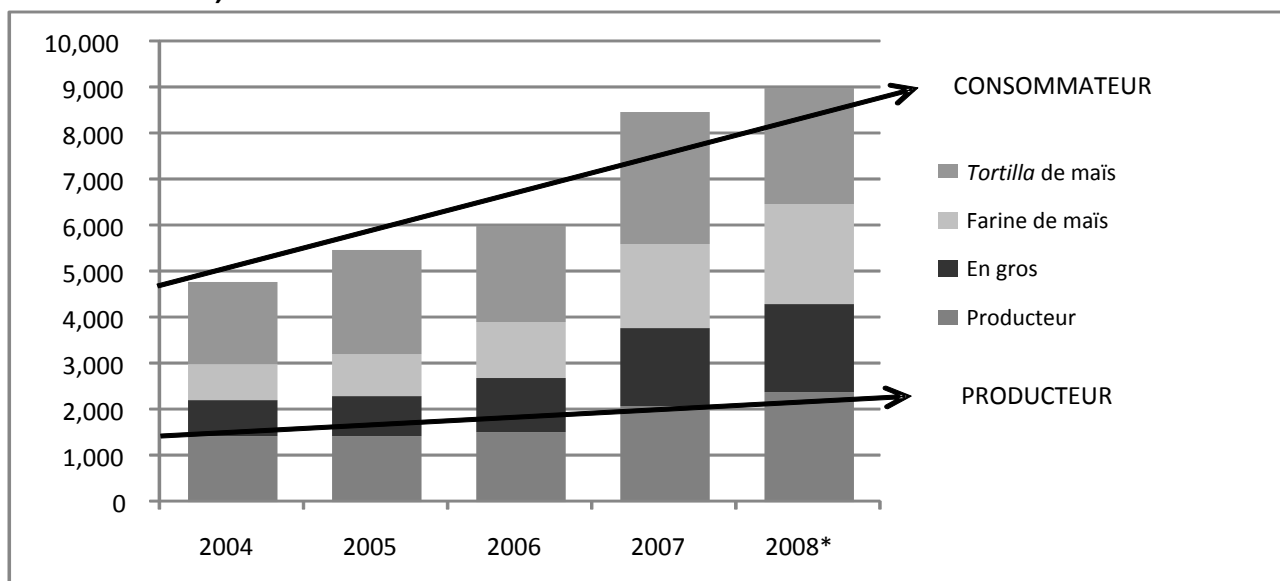
Suite à des décennies d'intervention étatique sur les marchés, les politiques de libéralisation ont conduit au retrait de l'état et les gouvernements ont accepté l'idée que la main invisible du marché garantirait une production et une distribution satisfaisantes de nourriture et de services. Cependant, malgré les réformes, les marchés alimentaires sont restés très imparfaits. Plutôt que de distribuer les biens et les services de façon équitable, les marchés sont devenus de plus en plus concentrés, avec la présence de quelques grandes sociétés et de quelques intermédiaires qui sont devenus le principal point de contact des petits agriculteurs avec ces marchés, réduisant leur pouvoir d'imposer des prix plus élevés.

Concentration dans la chaîne de valeur

Les politiques de libéralisation ont sans cesse promu un modèle de production agricole qui a permis à un petit nombre de grandes sociétés de contrôler toute la chaîne de production, de la fourniture d'intrants tels que les semences et les engrais jusqu'au point de vente au consommateur en passant par la chaîne de distribution qui comprend également le point de vente du producteur ou de l'intermédiaire. Le petit nombre d'acteurs à chaque étape de la chaîne signifie une concentration de pouvoir au sein du marché, et c'est une situation habituelle dans les pays pauvres où la réglementation des marchés locaux est faible. Plus le pouvoir du marché est grand à chaque étape de la chaîne, plus grande est la différence entre le prix de départ obtenu par le producteur et le prix payé par le consommateur final – et souvent, c'est au détriment des petits producteurs, qui ont moins de pouvoir de négociation. Dans un cas extrême, au Somaliland (la région autonome au nord-est de la Somalie), le gouvernement a signé le contrat d'exportation de bétail avec une seule personne. Cette dernière étant la seule autorisée à exporter, elle peut déterminer la valeur marchande du cheptel.

De plus, le pouvoir dont certains disposent sur les marchés peut dénaturer la manière dont les prix sont répercutés, de sorte que l'inflation des prix au niveau international est répercutée sur le consommateur tandis que les faibles prix au niveau international sont répercutés sur le producteur. Au Mexique, le prix de la *tortilla* a doublé depuis 2004, tandis que la part qui va aux producteurs dans la chaîne du maïs est passée de 0,29 à 0,24 pour cent (voir graphique 5).

Graphique 5: Prix dans la chaîne du maïs au Mexique (pesos par tonne)



* Chiffres de 2008 estimés à partir des conventions entre le gouvernement fédéral et les acteurs de la chaîne de la *tortilla* de maïs, qui fixent un prix approximatif de 3 950 pesos par tonne.

Source: Banque du Mexique et Procuraduría Federal del Consumidor (observatoire des consommateurs, PROFECO)

La plupart des cultivateurs qui pratiquent une agriculture de subsistance vendent une partie de leurs produits sur les marchés locaux. D'autres sont des salariés qui travaillent dans les champs. Si les marchés fonctionnaient de manière parfaite et si les nations savaient comment transformer la hausse des prix alimentaires en opportunités au moyen d'investissements intelligents, ces familles devraient en bénéficier. Cependant, après des décennies d'intervention de l'état, la plupart des pays ont décidé que l'état devait se retirer et laisser les marchés voler de leurs propres ailes, laissant le champ ouvert au développement du secteur privé.

Malgré les réformes, les marchés alimentaires manquent singulièrement de structure. Ceci est dû en partie au manque d'organisation entre producteurs, au peu d'infrastructures et aux systèmes de communication inefficaces ainsi qu'à l'absence d'information à leur sujet. Dans de nombreux cas, les producteurs se font exploiter puisqu'ils ne peuvent accéder au marché que via les intermédiaires ou les marchands. Le besoin urgent de revenus pour se payer l'essentiel et le fardeau de la dette forcent souvent les agriculteurs à vendre rapidement après la récolte, au moment où les prix sont au plus bas. Au Burkina Faso et en Tanzanie, par exemple, les producteurs parlent de cette situation comme étant la principale cause des prix peu élevés qui leur sont proposés.

Les grandes sociétés agroalimentaires transnationales se sont développées au point d'exercer un contrôle significatif sur les marchés internationaux. Ces sociétés ont le pouvoir de décider de ce qu'il faut vendre et à quel prix, et les marchés ne peuvent pas contrer leur influence. Les sociétés transnationales (STN), dans leur course pour offrir des produits économiques tout en maximisant les profits de leurs actionnaires, exercent en amont une pression sur les prix qui s'étend tout au long de la chaîne jusqu'aux producteurs. Les profits sont prélevés à divers stades de la chaîne, eux-mêmes contrôlés en grande partie par les mêmes sociétés.

Encadré 5 – Le maïs et le riz du Guatemala: deux marchés et deux faces de la crise

Le marché du maïs est très concentré au Guatemala, avec six à huit intermédiaires qui stockent le maïs blanc chaque année et qui attendent une hausse des prix. Le groupe MASECA, une société qui regroupe deux entités séparées – DEMAGUSA (Derivados de Maíz de Guatemala) et MINSA (Maíz Industrializado) – était responsable de 90 pour cent des

importations de maïs blanc en 2007 et d'environ 95 pour cent en 2006. MASECA contrôle environ 11 pour cent du maïs blanc disponible sur le marché guatémaltèque.

DEMAGUSA a graduellement remplacé les importations de maïs blanc par la production locale. Les importations sont passées de 80 426,15 tonnes en 2006 à 58 143,62 tonnes en 2007, pour atteindre 8 000 tonnes seulement de janvier à mai 2008. Pour la farine de maïs, DEMAGUSA achète au niveau local: environ 40 pour cent auprès des producteurs commerciaux (les *flinqueros* de la Côte Sud qui possèdent plus de quatre *caballería* de terre – approximativement 180 hectares) et le reste auprès d'intermédiaires.

Ces fournisseurs conviennent d'un prix avec DEMAGUSA et ensuite ils négocient les prix vers le bas avec les producteurs en mettant la pression sur les groupements de producteurs ou sur les agriculteurs indépendants pour qu'ils vendent rapidement et à bas prix. DEMAGUSA a accepté de signer des accords directs avec des producteurs uniquement dans le cadre d'un projet avec le *Programme alimentaire mondial*. D'autres négociations de contrats directs n'ont pas abouti puisque DEMAGUSA proposait des prix par quintal (environ 45,36 kilos) qui étaient même inférieurs aux prix du marché local, sans fournir de services en retour.

La production de riz a également beaucoup souffert de la libéralisation du marché, bien que des aspects positifs soient également apparus. L'ALEAC-RD comportait une obligation de performance pour les sociétés transformatrices par laquelle, pour chaque point de pourcentage de quota utilisé, ces sociétés étaient obligées d'acheter le même pourcentage de production locale à un prix garanti au producteur (actuellement Q118/quintal). Cette obligation est incluse dans les conventions signées par les membres d'ARROZGUA, une organisation de riziculteurs et de meuniers, pour réguler le marché intérieur du riz.

L'obligation signifie qu'il n'y a pas de fluctuations de prix sur le riz: les prix garantis sont fixés pour une année, avec un prix de référence auquel on ajoute des marges commerciales. La réglementation d'ARROZGUA couvre tous les niveaux du marché. Ici, les hausses des prix mondiaux ont eu un impact positif sur les producteurs qui gagnent maintenant presque le double de ce qu'ils gagnaient par le passé.

Source: étude d'Oxfam

Dépendance envers les intermédiaires

Dans les pays en développement, un petit nombre d'intermédiaires (négociants, acheteurs ou courtiers) ont souvent le pouvoir de fixer les prix sur les marchés locaux lorsqu'ils achètent directement aux agriculteurs. L'absence de concurrence multiplie toujours les bénéfices réalisés par les intermédiaires et diminue les prix aux producteurs,⁴⁹ particulièrement en cas de surplus ou lorsque les produits sont trop éloignés du marché, et aussi pour certains produits, comme les céréales, qui ont un faible potentiel de valeur ajoutée. Souvent, les petits producteurs ne savent pas comment commercialiser convenablement leurs produits. Ils doivent vendre

rapidement afin de payer les dettes qu'ils ont contractées en début de saison, ce qui les empêche d'avoir le dessus dans les négociations avec les commerçants.⁵⁰ Même avant la crise actuelle, ces déséquilibres dans les rapports de pouvoir contribuaient déjà à la disparité des prix et on pouvait observer des différences qui atteignaient parfois 200 pour cent entre les prix proposés aux producteurs au moment de la récolte et à d'autres périodes.⁵¹

Encadré 6 – Tanzanie: le pouvoir des intermédiaires

En Tanzanie, les commerçants sont très conscients des prix pratiqués sur les différents marchés de gros. Ils utilisent le téléphone mobile pour communiquer avec les courtiers et les cultivateurs et connaissent les prix appliqués un peu partout. Les prix des produits agricoles sont très différents d'un marché régional à l'autre. La présence en grand nombre de petits commerçants et d'acheteurs dans les zones facilement accessibles y autorise la concurrence, mais la situation est différente dans les zones difficiles d'accès, en raison de l'absence de moyens de transport et de routes praticables toute l'année.

Les agriculteurs sont obligés d'accepter les prix qui leur sont proposés. Seuls quelques producteurs ont la possibilité de transporter leurs produits hors de leur localité ou ont une expérience commerciale qui leur permet de marchander. Le village de Luale est situé dans une zone montagneuse et possède une route difficilement praticable, souvent fermée, le reliant au marché le plus proche, à Nyandira. Les agriculteurs portent leurs produits sur la tête jusqu'au marché et une fois arrivés, ils vendent au prix qu'ils peuvent obtenir, puisqu'ils ne veulent pas ramener les produits chez eux.

Source: Etude Oxfam

A Madagascar, seuls 29 pour cent des agriculteurs ont accès à plus d'un acheteur, et ce chiffre tombe à 6 pour cent dans les zones éloignées.⁵² Dans ces conditions, il est peu probable qu'une hausse des prix sur le marché international se répercutera jusqu'aux producteurs; au contraire, elle ne fera qu'augmenter les marges bénéficiaires des intermédiaires. Au Burkina Faso, les intermédiaires ne font pas la distinction entre les différentes qualités lorsqu'ils achètent aux agriculteurs et ne payent que très peu, même pour un très bon produit; cependant, lorsqu'ils vendent sur le marché, ils appliquent un prix plus élevé pour un produit de qualité supérieure et encaissent les profits.

Politiques de protection sociale

Les dépenses publiques de protection sociale, y compris les plans de création d'emploi et les programmes d'assurance sociale, peuvent être d'une grande efficacité pour renforcer la résistance des personnes pauvres face aux chocs des prix. Les pays qui disposent de meilleurs programmes de protection sociale résistent mieux à la crise actuelle.

La protection sociale est cruciale pour réduire la vulnérabilité, et les communautés pauvres ont souvent leurs propres réseaux sociaux et leurs propres systèmes de sécurité. Ceux-ci sont souvent structurés de manière à s'attaquer aux difficultés spécifiques qui sont liées à la vie dans la pauvreté, et les interventions externes doivent s'efforcer de les compléter au lieu de les perturber. Alors que les programmes de protection sociale sont souvent rejetés comme étant trop coûteux pour la plupart des pays pauvres, il est prouvé qu'ils sont en fait abordables. Dans le cas de l'Argentine, du Brésil, du Bangladesh et de la Bolivie, les plans de protection sociale importants qui ont été mis en œuvre coûtent moins de 0,25 pour cent du produit intérieur brut (PIB); le programme du Bangladesh coûte 0,3 pour cent.⁵³ Les pays pauvres devraient chercher à allouer un certain niveau de dépenses à la protection sociale, puisque de tels programmes les aident à atténuer l'impact des chocs économiques et climatiques. (Voir Annexe II pour une description plus détaillée des programmes de protection sociale en Indonésie et au Brésil).

Graphique 6: Dépenses en protection sociale (% du PIB) en 2004

>6%	6–4%	4–1.5%	<1.5%	Inconnu
Japon	Bangladesh	Paraguay	République Dominicaine	Haïti
Uruguay	Costa Rica	Equateur	Trinidad et Tobago	
Brésil	Maroc	Philippines	Cambodge	
Argentine	Vénézuéla	Mexique	Guatemala	
Cuba	Vietnam	Indonésie	Jamaïque	
Colombie	Inde	Pakistan	Honduras	
Chili			El Salvador	

Source: *Banque asiatique de développement* (y compris la santé et l'éducation) et *ECLAC* pour l'Amérique Latine (non compris la santé et l'éducation)

La Banque asiatique de développement a récemment publié une étude comparative des politiques en Asie et est arrivée à la conclusion que la capacité à assurer une protection sociale ne dépend pas du niveau de développement économique d'un pays: en d'autres termes, elle ne dépend pas de la santé économique mais de la volonté politique, et même les pays les plus pauvres ont les moyens de mettre en place ces programmes. Les pays de l'ancien bloc soviétique, comme l'Ouzbékistan et le Kirgistan, ont des systèmes de protection sociale beaucoup plus solides que ceux de leurs voisins. L'Inde, la Chine et le Vietnam ont également des systèmes sociaux corrects. Le Pakistan et le Cambodge ont de moins bons résultats que les pays ayant des niveaux de revenus par habitant similaires, comme l'Inde. En moyenne, les pays asiatiques consacrent presque 5 pour cent de

leur PNB à la protection sociale et ces programmes touchent 35 pour cent de la population concernée.⁵⁴

Encadré 7 – L'aide sociale au Mexique: éviter une crise de plus grande ampleur

Au Mexique, les familles à revenus modestes reçoivent en moyenne 18 500 pesos par an, essentiellement via les programmes d'aide sociale (Oportunidades) et les subventions au producteur (PROCAMPO). Les programmes d'aide sociale offrent jusqu'à 4 800 pesos par an et par famille, PROCAMPO offrant 963 pesos par hectare enregistré par an. Au total, une famille peut recevoir jusqu'à 41 pour cent de ses revenus de l'état, un chiffre qui dans certains cas peut atteindre 65 pour cent.

La politique alimentaire comprend trois programmes d'aide sociale: Oportunidades, Liconsa et la *Stratégie intégrée d'assistance alimentaire* (EIASA). Le programme Oportunidades offre une aide sociale dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'alimentation – le volet alimentation consistant en un paiement aux femmes au foyer de 600 pesos par mois en espèces. Les femmes doivent remplir certains critères pour bénéficier de ce paiement, tels que respecter les calendriers de bilans médicaux, s'assurer que leurs enfants vont à l'école et prendre part aux activités communautaires organisées par le centre médical local.

Le programme Liconsa fournit du lait (entre 4 et 24 litres par semaines) aux familles à revenus modestes ayant des enfants entre 6 et 15 ans et à des adultes de plus de 45 ans. EIASA fournit une aide alimentaire au moyen de quatre programmes séparés qui couvrent les petits-déjeuners à l'école, les enfants à risque âgés de moins de cinq ans, les groupes vulnérables (personnes âgées, moins-valides et mères allaitantes) et les familles vivant dans une extrême pauvreté. Ces programmes distribuent des vivres aux familles, dans les écoles et dans les centres d'assistance.

Ensemble, ces programmes proposent une aide à approximativement 5 millions de familles, soit un nombre estimé à 25 millions de personnes. Le montant alloué à la protection sociale dans le budget public est de 36 milliards de pesos (3,6 milliards de dollars), soit 0,3 pour cent du PNB et 2,1 pour cent du total des dépenses publiques.

Source: SAGARPA (2008)

Des millions de familles touchées par la flambée des prix alimentaires ont le droit de recevoir une aide dès maintenant. Cependant, beaucoup de gouvernements sont actuellement incapables de fournir le secours nécessaire. Des décennies de réformes des marchés destinées à réduire les dépenses publiques ont abouti au démantèlement ou à la mise au rebut des programmes de protection sociale. En conséquence, plus de la moitié des travailleurs dans le monde – et les personnes qui sont à leur charge – sont exclus de tout type de protection sociale. Les états doivent veiller à la mise en place de programmes de protection sociale pour protéger les populations pauvres contre les chocs externes et arrêter de prendre des décisions

irréversibles qui peuvent affecter leur santé et leur faire manquer des opportunités plus productives.

5 Conclusion et recommandations

‘L’humanité est à un tournant historique crucial. Il y a, pour la mondialisation et l’innovation, le potentiel sans précédent de rehausser les niveaux de vie, mais il en est de même pour les défis sociaux et de développement à travers le monde ... Notre interdépendance croissante exige une réponse intégrée et concertée à ces défis globaux. C’est le défi historique que notre génération se doit de relever.’ – Déclaration politique du G-5, Dirigeants du Brésil, de la Chine, de l’Inde, du Mexique et de l’Afrique du Sud, 8 juillet 2008

Des décisions politiques peu judicieuses ou risquées ont été prises par des pays pauvres très vulnérables aux fluctuations des prix, et en conséquence, ces pays sont affectés de manière négative à la fois par la hausse et la baisse des prix. Afin de réduire les incidences de la crise des prix des produits alimentaires et de renforcer la résistance aux chocs futures, il y a lieu de réformer les politiques peu judicieuses sur l’agriculture, le commerce, le marché et la protection sociale et de les réorienter vers l’appui aux petits exploitants, aux ouvriers agricoles et aux personnes pauvres dans les pays en développement.

Les politiques de soutien gouvernementales peuvent soit stimuler soit empêcher la vulnérabilité aux chocs. Des économies émergentes telles que la Chine et le Brésil, qui ont investi dans l’agriculture et la protection sociale plus largement que de nombreux autres pays à faible revenu, se sont révélés beaucoup plus résistants aux incidences de la crise actuelle des prix des produits alimentaires. De nombreux pays à faible revenu s’en sortent beaucoup moins bien, en raison de décennies d’abandon de l’investissement dans l’agriculture et de l’introduction de mesures contre-productives sur la réglementation du commerce et du marché.

Bien qu’ils puissent chuter au cours des mois à venir, les prix des produits alimentaires restent bien au-dessus des niveaux de la décennie antérieure. Pour relever le défi de la hausse des prix des produits alimentaires dans un avenir prévisible, la production alimentaire peut et devrait être augmentée à travers la mise en place d’un ensemble de politiques commerciales et agricoles visant à aider les petits exploitants mal équipés à rehausser leurs niveaux de productivité. Il est crucial d’investir dans l’agriculture et de cibler les petits exploitants pour réaliser un développement durable, équitable et à long terme dans les pays à faible revenu.

Recommandations

Une fois la tourmente actuelle apaisée, la crise des prix des produits alimentaires pourrait servir d'opportunité unique de réduire massivement la pauvreté rurale – mais seulement si les pays riches comme les pays pauvres prennent des mesures appropriées pour prendre en compte les causes structurelles sous-jacentes de la vulnérabilité. Oxfam estime que les gouvernements des pays pauvres devraient mettre en place des mesures spécifiques qui réduisent leur vulnérabilité à de futures crises des prix et garantissent que les petits producteurs et les travailleurs agricoles tirent profit de la hausse des prix, avec le soutien des pays riches et des donateurs. Il n'y a pas de solution unique, mais les mesures suivantes servent de guide d'action général.

Les gouvernements des pays pauvres, avec l'appui des donateurs, devraient :

- **Accroître les dépenses publiques sur l'agriculture afin de générer l'offre, à court terme, et fournir un soutien aux petits exploitants, à long terme ;**
- **Cibler de manière adéquate les dépenses du secteur agricole, à la fois afin de fournir les services publics nécessaires et de toucher les petits producteurs ;**
- **Investir dans des programmes de protection sociale** afin de permettre aux citoyens de faire face à leurs besoins de base, de protéger leurs moyens d'existence contre des menaces potentielles et d'améliorer leurs droits et leur statut social ;
- **Envisager de contribuer à des réserves alimentaires stratégiques pour contrecarrer les pénuries alimentaires et la volatilité des marchés.** Les programmes d'assistance devraient encourager les communautés locales à concevoir la mise en place de réserves alimentaires sur une base communautaire ;
- **Adopter des mesures commerciales** qui protègent les petits producteurs, les secteurs agricoles stratégiques et les sociétés naissantes ;
- **Éviter de recourir à des mesures commerciales (telles que les interdictions d'exportation) qui pourraient exacerber la crise ou saper les perspectives de développement à long terme ;** il faudrait éviter, si possible, les interdictions d'exportation, car de telles interdictions peuvent porter préjudice à des pays et à des groupes de population importateurs nets de produits alimentaires ou acheteurs de ces produits ;

- **Appuyer la création et le renforcement des syndicats, des organisations de producteurs, et des associations féminines en particulier**, afin qu'ils soient en mesure de prendre part à la conception, la mise en œuvre et la surveillance des politiques agricoles, de négocier collectivement pour faire baisser les prix des intrants achetés, et d'obtenir de meilleures rémunérations et de meilleurs prix pour leurs produits ;
- **Promouvoir l'accès aux ressources et aux services, en particulier pour les agricultrices**. L'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux engrais, à la technologie, aux crédits, aux infrastructures et à l'énergie est souvent insuffisant, peu sûr et trop onéreux ;
- **Prendre en compte les problèmes des travailleurs agricoles salariés**, en développant et en mettant en application une législation du travail pour les travailleurs ruraux et en mettant en œuvre des programmes d'emploi garanti à l'intention des personnes qui restent au chômage hors saison ;
- **Renforcer, au niveau communautaire, la résistance aux changements climatiques** pour garantir que les producteurs pauvres peuvent tirer profit de la hausse des prix des produits alimentaires et à la fois s'adapter aux impacts des changements climatiques et atténuer ces impacts.

De plus, les pays riches, la Banque mondiale et les autres donateurs devraient :

- **Coordonner leurs actions et leurs financements à travers un mécanisme dirigé par les Nations-Unies**, en s'appuyant sur le travail effectué par le Groupe spécial de haut niveau sur les prix des produits alimentaires;
- **Accroître l'investissement dans l'aide au développement pour l'agriculture** dans les pays en développement, en particulier à l'intention des petits exploitants. Il devrait s'agir de nouveaux dons, prévisibles, sous forme de dons, venant en plus des financements pour la santé et l'éducation ;
- **Cesser de faire pression en vue de la libéralisation rapide de et s'opposer à des sauvegardes adéquates pour les pays en développement**, dans les négociations et les accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux ;
- **Réformer leur agriculture et leurs politiques commerciales qui permettent le dumping, restreignent la marge de manœuvre et freinent la croissance dans les pays en développement**, afin que les pays soient en mesure d'appuyer leur propre développement agricole et en retour, d'assurer la sécurité alimentaire.

- **Contribuer, sous l'égide des Nations-Unies, à une réponse internationale coordonnée** qui achemine les fonds de toute urgence vers ceux qui ont en besoin, et qui joue un rôle moteur dans la mise en œuvre de réformes à long terme.

Notes

¹ *Charoen Pokphand eyes hefty profit*, Mustaqim Adamrah, 18 septembre 2008: <http://www.thejakartapost.com/news/2008/09/18/charoen-pokphand-eyes-hefty-profit.html>

² *Nestle upbeat despite consumer gloom, raises outlook*, Katie Reid, 7 août 2008: <http://www.reuters.com/article/GCA-Agflation/idUSL744903420080807>

³ *Monsanto profit rises, but shares fall 6 pct*, Carey Gillam, 25 juin 2008: <http://www.reuters.com/article/hotStocksNews/idUSWNAS916320080625>

⁴ *Tesco profit up 10 pct, says riding out tough market*, Mark Potter, 30 septembre 2008: <http://www.reuters.com/article/rbssRetailDepartmentStores/idUSLU9887520080930>

⁵ *OECD International Development Statistics (2007)*, Creditor Reporting System.

⁶ *United Nations High Level Task Force on the Global Food Crisis (2008)*, Comprehensive Framework for Action (CFA): <http://www.un.org/ga/president/62/letters/cfa160708.pdf>

⁷ SAGARPA (Ministry of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food), Mexique, disponible à : www.sagarpa.gob.mx/

⁸ http://www.bcb.gov.br/pre/bc_atende/port/pronaf.asp

⁹ Pierre Zoghbi, Directeur général de Mainspring, fournisseur de produits alimentaires et de boissons, indique que les prix des produits alimentaires importés, notamment des produits laitiers, ont enregistré une hausse de 145 pour cent depuis fin 2007. Un journal local, *As-Safir*, fait état du fait que, d'avril à mai 2008, le prix du riz égyptien a enregistré une hausse de 12,5 pour cent, alors que le prix du riz américain augmentait de 43 pour cent. Le prix du pois chiche a augmenté de plus de 80 pour cent entre juin et décembre 2007, alors que le prix du haricot enregistrait une hausse de 55 pour cent durant la même période. Les lentilles ont affiché une hausse de prix moyenne de 25 pour cent entre juin et décembre 2007 et une hausse supplémentaire de 12,7 pour cent entre janvier et avril. La viande, les produits laitiers et les produits à base animale ont également enregistré une hausse de prix majeure.

¹⁰ Communiqué de presse de la Banque mondiale (2008) 'Global food and fuel crisis will increase malnourished by 44 million', voir <http://go.worldbank.org/XQSUWNSENO>

-
- ¹¹ Oxfam International (2008) 'Another inconvenient truth'.
- ¹² Asian Development Bank (2008) 'ADB's Response to the Food Crisis'.
- ¹³ CFA UNHLTF, juillet 2008.
- ¹⁴ OECD-FAO (2008) 'Agricultural Outlook 2008-2017'
- ¹⁵ *Seven Lost Years – The Effect of Rising Food Prices on Poverty Reduction*, communiqué de presse de la Banque mondiale, voir: www.worldbank.org.
- ¹⁶ Les auteurs ont considéré l'évolution des prix des denrées alimentaires dans le monde entre 2005 et 2007 (en utilisant des données de la FAO), en supposant que la transmission des prix mondiaux sur les prix locaux est à peu près complète et qu'elle n'inclut pas l'impact sur les salaires.
- ¹⁷ *Bunge profit quadruples, surprises Wall Street*, 24 juillet 2008, Lisa Shumaker (<http://www.reuters.com/article/rbssFoodProcessing/idUSN2449070720080724>); *Nestle upbeat despite consumer gloom, raises outlook*, 7 août 2008, Katie Reid (<http://www.reuters.com/article/GCA-Agflation/idUSL744903420080807>); *Tesco profit up 10 pct, says riding out tough market*, 30 septembre 2008, Mark Potter (<http://www.reuters.com/article/rbssRetailDepartmentStores/idUSLU9887520080930>); *Monsanto profit rises, but shares fall 6 pct*, 25 juin 2008, Carey Gillam, (<http://www.reuters.com/article/hotStocksNews/idUSWNAS916320080625>); *Growing food demand boosts Syngenta's profit, forecast*, 24 juillet 2008, Andrew Thompson (<http://www.reuters.com/article/rbssChemicalsAgricultural/idUSLL241049820080724>)
- ¹⁸ *Charoen Pokphand eyes hefty profit*, 18 septembre 2008, Mustaqim Adamrah (<http://www.thejakartapost.com/news/2008/09/18/charoen-pokphand-eyes-hefty-profit.html>);
- ¹⁹ *Soaring Food Prices: Facts, Perspectives, Impacts and Actions Required*, FAO (2008), HLC/08/INF/1.
- ²⁰ *Trends, Drivers and Impact of Food Prices in Developing Countries*, A. Martuscelli (2008), étude réalisée par Intermon Oxfam.
- ²¹ Données en provenance du *Système de surveillance des coûts de production agricoles et animales par Produit-Système (SISPRO-SECOPPA)* du *Service d'information mexicain sur l'agriculture et la pêche (SIAP)* du Ministère de l'agriculture, du bétail, du développement rural, de la pêche et de l'alimentation (SAGARPA). Voir: <http://sqm.siap.gob.mx/viocs/acceso.php>
- ²² Hyder et autres (2005).
- ²³ Ramachandranan (2006:4).
- ²⁴ Oxfam GB (2007).
- ²⁵ Rossi et Lambrou (2008).

²⁶ Hyder et autres (2007).

²⁷ Ramachandran (2006).

²⁸ *Africa Last and Least*, 20 juillet 2008, Washington Post, Kevin Sullivan, voir: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/07/19/AR2008071900962.html>

²⁹ *Food, Agriculture and Decent Work*, ILO et FAO (2008)

³⁰ *Agricultural Workers and their Contribution to Sustainable Agriculture and Rural Development*, FAO-ILO-IUF (2005), p.19, et *Promotion of rural employment for poverty reduction*, ILO (2008), p.87

³¹ *Rising Food Prices – Impact on the Poor*, World Food Programme (2008), information media, 10 avril 2008.

³² *Egypt extends ration cards due to high food prices*, Reuters (2008), C. Johnson, Le Caire, 8 mai 2008, voir: www.guardian.co.uk/business/feedarticle/7505359

³³ Veuillez voir l'Encadré 7 pour une explication plus détaillée de ce programme

³⁴ FAO Newsroom (2008), p.6-7

³⁵ OECD International Development Statistics (2007), Creditor Reporting System

³⁶ Pour un examen des études consacrées à ces impacts, voir: *Strategies for stimulating poverty-alleviating growth in the rural nonfarm economy in developing countries*, Haggblade, Steven & Hazell, P. B. R. & Reardon, Thomas, (2002), EPTD discussion paper 92, International Food Policy Research Institute (IFPRI).

³⁷ Reserve Bank of India, Appendix Table 5: Quarterly Growth Rates and Composition of Real Gross Domestic Product, voir: <http://rbidocs.rbi.org.in/rdocs/AnnualReport/PDFs/72305.pdf>

³⁸ FAOstat, <http://faostat.fao.org/site/567/DesktopDefault.aspx?PageID=567> (dernière consultation le 10 août 2008).

³⁹

http://www.terradaily.com/reports/Boost_In_Rice_Production_To_Avoid_Food_Shortages_In_Indonesia_999.html (dernière consultation le 10 septembre 2008).

⁴⁰ ODI Working Paper 231.

⁴¹ Oryza Market Report, Indonesia, 11 novembre 2004.

⁴² *Country Briefs: Mozambique*, Population Project (2001), voir: www.iiasa.ac/at/Research/POP/pde/briefs/mz-agric.html.

⁴³ La dépendance envers les importations américaines a atteint 100 pour cent pour le maïs jaune, 96 pour cent pour le riz et 74 pour cent pour le maïs blanc.

⁴⁴ *A raw deal for rice under DR-CAFTA*, Oxfam (2004).

⁴⁵ FAO (2008) 'Crop Prospect and Food Situation'.

⁴⁶ Banque mondiale (2008), sommet du G8 de Hokkaido-Toyako.

⁴⁷ *The Breakdown of the Doha Round Negotiations – What Does It Mean for Dealing with Soaring Food Prices?* FAO (2008).

⁴⁸ Par exemple, l'UE réclame des *Accords de partenariat économiques* (APE) complets contenant des dispositions – notamment la libéralisation des services et de l'investissement ainsi que des protections plus strictes de la propriété intellectuelle – qui interdiraient aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) d'utiliser de manière rentable les instruments de politiques commerciales nécessaires à la promotion de la production agricole nationale et de mettre en place les mesures de sauvegarde nécessaires. En cas de hausse des importations, les mesures de sauvegardes contenues dans les textes APE sont trop faibles pour être efficaces. De plus, les propositions contenues dans les APE de l'UE n'incluent aucune mesure contraignante qui obligerait d'accorder une aide financière additionnelle et prévisible, ce qui compromet sérieusement l'aptitude des pays ACP à faire face aux coûts d'adaptation des APE et à s'attaquer à leurs contraintes structurelles.

⁴⁹ Osborne (2005) démontre que la concurrence est inégale entre les intermédiaires sur les marchés de céréales locaux en Ethiopie. Les profits sont concentrés entre les intermédiaires, tandis que les prix aux producteurs sont en chute.

⁵⁰ Etude menée par Susana Gauster et Oxfam.

⁵¹ ECLAC (2007).

⁵² *Farmers' Welfare and Changing Food Prices: Nonparametric Evidence From Rice in Madagascar*, C.B. Barret et P.A. Dorosh (1996), *American Journal of Agricultural Economics*, 78(3): 656-669.

⁵³ *Social Assistance in Developing Countries Database: Version 2.0*, A. Barrientos et R. Holmes, IDS, University of Sussex, mars 2006. Voir: www.chronicpoverty.org.

⁵⁴ *ADB's Response to the Food Crisis*, Asian Development Bank (2007).

Références

Sauf indication contraire, l'information propre à chaque pays utilisée dans ce rapport est tirée d'études de cas commandées par Oxfam sur les impacts de la crise des prix des denrées alimentaires dans 15 pays, d'avril à juin 2008. Ces études, dont certaines ont été menées en collaboration avec d'autres organisations, analysent les données nationales et internationales et celles relatives aux ménages. Elles ont permis de recueillir des compte-rendus de première main dans les groupes focus.

-
- ADB's *Response to the Food Crisis*, Asian Development Bank (2008), voir: www.adb.org/Documents/Books/Social-Protection/Volume2/Part5.pdf
- Bangladesh Bank (2008) 'Inflation and the Poor in Bangladesh', Policy Analysis Unit, Policy Paper No. 0801.
- Barret, C.B. and Dorosh, P.A. (1996) 'Farmers' Welfare and Changing Food Prices: Nonparametric Evidence From Rice in Madagascar', *American Journal of Agricultural Economics* 78(3): 656-669
- Dawe, D. (2008) 'Have Recent Increases in International Cereal Prices Been Transmitted to Domestic Economies? The experience in seven large Asian countries', FAO ESA WP n° 08-03.
- ECLAC (Economic Commission for Latin America and the Caribbean) (2008), données statistiques sur: www.eclac.org/estadisticas.
- ECLAC (2007) 'Panorama Social de América Latina', p.151.
- FAO (2008) 'Crop Prospect and Food Situation', April 2008.
- FAO (2008) 'Soaring Food Prices: Facts, Perspectives, Impacts and Actions Required', HLC/08/INF/1
- FAO (2008) 'The Breakdown of the Doha Round Negotiations – What Does It Mean for Dealing with Soaring Food Prices?', <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj221e/aj221e.pdf>
- FAO Newsroom (2008), voir: <http://www.fao.org/newsroom/en/news/2008/1000858/index.html>
- FAO-ILO-IUF (2005) 'Agricultural Workers and their Contribution to Sustainable Agriculture and Rural Development'
- García Rañó, H. and Keleman, A. (2007) 'La crisis del maíz y la tortilla en México: ¿modelo o coyuntura?'
- Gill, G., Farrington, J., Anderson, E., Luttrell, C., Conway, T., Saxena, N.C., and Slater, R. (2003) 'Food Security and the Millennium Development Goal on Hunger in Asia', ODI Working Paper 231.
- GRAIN (2008) 'Making a killing from hunger', www.grain.org/articles/?id=39#
- Hyder A. et al. (2005) 'The pervasive triad of food security, gender inequity and women's health: exploratory research from sub-Saharan Africa', *African Health Sciences*, vol. 5, no. 4.
- IDS (2004) 'Transformative social protection', Institute of Development Studies.
- IFAD (2008) 'Growing Demand on Agriculture and Rising Prices of Commodities: An opportunity for smallholders in low-income, agricultural-based countries?', document préparé à l'occasion de la Table ronde de la 31^e session du Conseil d'administration de l'IFAD
- IFPRI (2008) 'High Food Prices: The What, Who, and How of Proposed Policy Actions', International Food Policy Research Institute Policy Brief.
- ILO and FAO (2008) 'Food, Agriculture and Decent Work', voir: http://www.fao-ilo.org/fao_ilo_rural/en/

-
- ILO (2008) 'Promotion of rural employment for poverty reduction', International Labor Conference, 97th session, Report IV, 4th item on the agenda.
- Ivanic, M. and Martin, W. (2008) 'Implication of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries', World Bank Policy Research WP 4594.
- Jaramillo, F. (2008) 'Incremento de los Precios de los Alimentos: Experiencia de Perú y de los Países Andinos', Banco Interamericano de Desarrollo.
- Martuscelli, A. (2008) 'Trends, Drivers and Impacts of High Commodity Prices', Intermón Oxfam Background Research.
- Middle East Business Intelligence (2008) 'Food price rises increase supply burden', MEED, 10 April 2008.
- PELUM (2007) 'Inadequate Funding to the Agricultural Sector in Sub Saharan Africa: Implications for Smallholder Farmers'.
- ODI (2008) 'Rising Food Prices: A Global Crisis', Overseas Development Institute Working Paper 37.
- OECD-FAO (2008) 'Agricultural Outlook 2008-2017'
- OECD International Development Statistics (2007), Creditor Reporting System
- Osborne, T. (2005) 'Imperfect competition in agricultural markets: evidence from Ethiopia', *Journal of Development Economics* 76 (2005) 405-428
- Oxfam International (2008) 'Another Inconvenient Truth', voir: www.oxfam.org/en/policy/another-inconvenient-truth
- Oxfam International (2008) 'Partnership or Power Play', pp.21-22.
- Oxfam International (2007) 'Signing Away the Future', p.19.
- Oxfam GB (2007) 'Women in Agriculture – Trends and Statistics'.
- Oxfam International (2004) 'A raw deal for rice under DR-CAFTA'
- Polanski, S. (2008) 'Rising Food Prices, Poverty, and the Doha Round', Carnegie Endowment for International Peace, Policy Outlook paper.
- Ramachandran, N. (2006) 'Women and Food Security in South Asia: Current Issues and Emerging Concerns', UNI-WIDER Research Paper 131.
- SAGARPA (Ministry of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food), Mexico, available at: www.sagarpa.gob.mx/
- South Centre (2008) 'Market Access For Trade In Goods In Economic Partnership Agreements', February 2008.
- Sullivan, K. (2008) 'Africa's last and least', *Washington Post*, 20 July 2008.
- Timmer, P. (1986) 'Private Decisions and Public Policy: The Price Dilemma in Food System of Developing Countries', Michigan State University International Development Paper No. 7.

UNCTAD (2008) 'The Least Developed Countries Report', Background Paper No. 3.

World Bank (2008) 'Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices', G8 Hokkaido-Toyako Summit.

World Bank (2008) 'Rising Food Prices: Policy Options and World Bank Response', tour d'horizon des débats sur les derniers développements commerciaux au cours de la réunion du Comité de développement. Préparé par PREM, ARD, et DEC.

World Food Programme (2008) 'Rising Food Prices – Impact on the Poor', information média, 10 avril 2008.

Yost, M. (2007) 'U.S. Biofuel Developments', présentation de l'USDA à Chiapas, Mexique.

© Oxfam International, octobre 2008

Ce document a été rédigé par Teresa Cavero et Carlos Galian. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Emily Alpert, Sumie Arima, Nathalie Beghin, Stephanie Burgos, Anna Coryndon, Duncan Green, Arantxa Guereña, Jenny Heap, Steve Jennings, Joyce Kortland, Madelon Meijer, Fred Mousseau, Tata Mustasya, Javier Pérez, Jules Siedenburg, Hugo García Rañó, Susana Gauster, Salifou Konate, Antonio Martuscelli, et Ines Smyth. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
info@IntermonOxfam.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p>Oxfam America (Etats-Unis) 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, (Etats-Unis) Tél: +1 617-482-1211 (Toll-free +1 800-77-OXFAM) E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
--	---

<p>Oxfam Australia 132 Leicester St., Carlton, Victoria 3053, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Ireland Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 635 0422 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: +33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL,
Royaume-Uni
Tél: +44 1865 339100. E-mail: information@oxfaminternational.org. Site Web:
www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer Oxfam International:

E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

Washington: 1100 15th St., NW, Suite 600, Washington DC 20005-1759, Etats-Unis

Tél: + 1 202 496 1170

Brussels: Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 502 19 41

Geneva: 15 Rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse

Tél: + 41 22 321 2371

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis
Tél: + 1 212 687 2091

Organisations liées a Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon
Tél: +81 3 3834 1556. E-mail: info@oxfam.jp Site Web: www.oxfam.jp

Oxfam India - 2nd floor, Plot No.1, Community Centre (Sujan Mohinder Hospital), New Delhi, Inde, Tél: +91 (0) 11 4653 8000, fax: +91 (0) 11 4653 8099, email: delhi@oxfamindia.org, Site Web: www.oxfamindia.org

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep Via Masaccio, 6/ A 52100 Arezzo, Italia, Tél: +39 0575 907826,
Fax: +39 0575 909819, Email: ucodep-oi@oxfaminternational.org, Site web: <http://www.ucodep.org>

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante, actuellement membre observateur d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

Fundación Rostros y Voces (México) Alabama 105, Colonia. Nápoles, Delegacion Benito Juarez, C.P. 03810 Mexique, D.F.

Published by Oxfam International October 2008

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-319-7